

Horaires des prières

Fajr : 03h32 Dohr : 12h46
Asr : 16h37 Maghreb : 20h04 Isha : 21h45

MÉTÉO

Alger	: 23°	13°
Oran	: 26°	17°
Annaba	: 25°	13°
Béjala	: 21°	14°
Tamanrasset:	41°	25°

www.dknews-dz.com

PRÉSIDENTIE

Plusieurs ambassadeurs présentent leurs lettres de créance au chef de l'Etat

P. 24



ALGÉRIE-BULGARIE

Benmessaoud aujourd'hui en Bulgarie à une conférence sur l'investissement dans le tourisme durable

P. 24

3^E JOUR DE SA VISITE DANS LA 6^E RÉGION MILITAIRE À TAMANRASSET

Gaïd Salah : «Adopter un dialogue dans le cadre de la légitimité constitutionnelle pour un retour aux urnes»

Le Général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'ANP a appelé, hier depuis Tamanrasset, à un dialogue permettant de rester dans le cadre de la légitimité constitutionnelle, «pour revenir au plus tôt aux urnes afin d'élire un président de la République», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Ce dialogue doit Euvrer à rechercher tous les moyens permettant de rester dans le cadre de la légitimité constitutionnelle, dans l'impératif de revenir au plus tôt aux urnes afin d'élire un président de la République conformément à la volonté populaire souveraine», a déclaré le général de corps d'armée dans une allocution d'orientation prononcée devant les cadres et les personnels de la 6^{ème} Région militaire, affirmant que «ceux qui veulent entraver ces efforts nationalistes salutaires sont des individus et des parties qui agissent selon la logique de la bande, et qui marchent sur les traces de ses porte-voix et ses complices visant toujours davantage de manipulation et de désinformation».

P. 3



DISCOURS DE GAÏD SALAH :

Unanimité de la classe politique sur la consécration d'un dialogue constructif et divergence sur les mécanismes de sa concrétisation

P. 3

SONATRACH: Traçabilité dans les procédures d'exportation de gaz

P. 6

M. BELABED À DONNÉ HIER, DEPUIS NAÂMA, LE COUP D'ENVOI OFFICIEL DES ÉPREUVES

Plus de 812.000 élèves passaient l'examen de fin de cycle primaire

P. 4

SANTÉ

TORTICOLIS On détend la contracture

Au saut du lit, en tournant la tête pour regarder son réveil, on entend un petit bruit dans le cou.

P. 12-13

FOOTBALL

CORRUPTION : Les déclarations de Mellal sont punies par le code pénal algérien

Le président de l'Académie algérienne de lutte contre la corruption dans le sport (AAACS), Ahmed Benamar, a indiqué que le code pénal algérien punissait les déclarations semblables à celles du président de la JS Kabylie, Chérif Mellal, dans lesquelles il reconnaissait avoir encouragé le CS Constantine financièrement pour battre l'USM Alger.

P. 21

ELEVAGE :

Vaccination préventive de 8 millions d'ovins et de 450.000 bovins jusqu'en mai courant

P. 7

GRÈVE DES PHARMACIENS :

Un mot d'ordre fortement suivi à travers les wilayas

P. 5

ORAN: Réception des travaux d'aménagement de 50 km de routes

Les travaux d'aménagement de 50 km de routes urbaines et de wilaya ont été réceptionnés dernièrement dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris mardi des services de la wilaya. Parmi ces projets entrés en service ceux de revêtement des chemins urbains

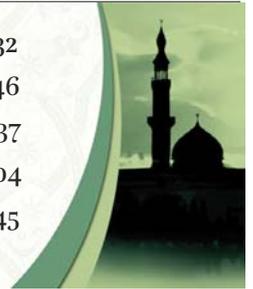
dans les dairas d'Oran, Bir El Djir, Es Sénia, Ain Turck, Gdyl et Oued Tlélat (28 kilomètres pour un coût de 400 millions DA), et ceux d'aménagement de chemins urbains au sein du groupement d'Oran (35 km pour un coût de 350 millions DA).



Horaire des prières

Jeudi 25 ramadhan 1440

Fajr	03:32
Dohr	12:46
Asr	16:37
Maghreb	20:04
Isha	21:45



CONSEIL DE LA NATION : Le rapport portant demande de levée d'immunité de Djamal Ould Abbas et Saïd Barkat soumis au bureau

La Commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation a approuvé mercredi le rapport qu'elle a élaboré concernant la demande du ministre de la Justice, Garde des sceaux portant activation de la procédure de "levée d'immunité parlementaire" des sénateurs Djamal Ould Abbas et Saïd Barkat et décide de le soumettre au bureau du Conseil.



PARTI FFS Conférence aujourd'hui à Béjaïa



Le parti du Front des forces socialistes (FFS), organise jeudi 30 mai à Ighzer Amokrane (Bejaïa), une conférence qui portera sur «La situation politique du pays et la proposition de sortie de crise du FFS». La rencontre sera animée par Brahim Meziane membre de l'instance présidentielle, Ahmed Djeddaï conseillé du premier secrétaire et Massinissa Boussekine secrétaire national au mouvement estudiantin.

AUJOURD'HUI AU MUSÉE NATIONAL DU MOUDJAHID

221^e numéro de l'émission
«Rendez-vous avec l'histoire»

Enregistrement de témoignages

Le musée national du moudjahid organise ce matin à partir de 10h la 366^e rencontre élargie aux directions et aux musées régionaux consacrée à l'enregistrement de témoignages de moudjahidine et moudjahidate sur la guerre de libération nationale. La rencontre portera sur la préparation des manifestations et des mouvements de protestations contre le colonisateur durant la guerre de libération nationale.



LE 1^{ER} JUIN À LA BIBLIOTHÈQUE DE TO

Rencontre littéraire avec Rachid Khettab

La Direction de la culture de la wilaya de Tizi-Ouzou, organise samedi 1er juin à partir de 22h au niveau de la bibliothèque principale de lecture publique, une rencontre littéraire animée par Rachid Khettab sous le thème «Les amis et frères : les soutiens internationaux à la lutte de libération nationale. La rencontre sera suivie d'une séance vente-dédicace.



Météo

	Max	Min
Alger	23°	13°
Oran	26°	17°
Annaba	25°	13°
Béjaïa	21°	11°
Tamanrasset	41°	25°

DIFFUSION D'UNE OPÉRATION CHIRURGICALE À ORAN :

Plainte contre une aide soignante (CHU)

La direction du CHU d'Oran a porté plainte devant le procureur de la République près le tribunal d'Oran contre une aide soignante ayant diffusé en direct sur Facebook une opération chirurgicale pratiquée sur un malade, a-t-on annoncé mercredi au CHUO.

LE 10 JUIN À ZÉRALDA Célébration de la journée mondiale de l'accréditation



À l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'accréditation, l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC), organise lundi 10 juin à partir de 9h30 au niveau de la salle des conférences de l'ERMA sise à Zéralda (Alger), une conférence sous le thème «Ajouter de la valeur aux chaînes d'approvisionnement». Cette rencontre se déroulera en présence d'invités de marque représentant différents secteurs économiques, d'associations professionnelles nationales, de représentants d'organismes étrangers activant en Algérie et des médias. Lors de cette conférence, ALGERAC procédera à la remise de certificats d'accréditation à des organismes d'évaluation de la conformité.

LES 18 ET 19 JUIN À L'USTO 2^e workshop international sur la cryptographie et ses applications

Le deuxième workshop international sur la cryptographie et ses applications est prévu les 18 et 19 juin prochain à l'Université des sciences et de la Technologie «Mohamed Boudiaf» d'Oran. Cette manifestation regroupera des experts nationaux et étrangers autour de la Cryptographie dans le but de faire le point sur les dernières avancées en ce domaine et celui de la sécurité informatique sur les plans de la méthode, des technologies et des applications.

Ce 2^{ème} workshop s'adressera à la communauté des chercheurs universitaires nationaux en premier lieu et aux industriels qui participent aux développements de la sécurité des données et de conception liées à cette activité, a-t-on souligné. Les organisateurs ambitionnent d'établir des contacts entre les chercheurs universitaires et les chefs d'entreprises de telle manière à lancer un partenariat effectif et bilatéral dans l'intérêt du développement de l'industrie locale et nationale, a-t-on fait savoir.



VOILE: Signature d'une convention entre la Fédération algérienne et le ministère du Tourisme

La Fédération algérienne de voile (FAV) a signé une convention de partenariat avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, en marge d'une "rencontre sur le sport", tenue à Alger sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des Sports et son homologue du Tourisme et de l'Artisanat. "Grâce à cette convention, les clubs de voile et les Ligues de wilaya pourront bénéficier de certains avantages auprès des établissements hôteliers, ce qui constitue une aide non négligeable", s'est réjouie la FAV mercredi dans un communiqué. De son côté, le tourisme algérien profitera des événements nationaux et internationaux de voile pour développer son secteur. D'ailleurs, tous les événements qui seront organisés à l'avenir se feront "en étroite collaboration avec les différentes structures touristiques", a assuré la FAV.



ARMÉE

Gaïd Salah : « Adopter un dialogue dans le cadre de la légitimité constitutionnelle pour un retour aux urnes »

Le Général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'ANP a appelé, hier depuis Tamanrasset, à un dialogue permettant de rester dans le cadre de la légitimité constitutionnelle, « pour revenir au plus tôt aux urnes afin d'élire un président de la République », indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



« Ce dialogue doit évaluer à rechercher tous les moyens permettant de rester dans le cadre de la légitimité constitutionnelle, dans l'impératif de revenir au plus tôt aux urnes afin d'élire un président de la République conformément à la volonté populaire souveraine », a déclaré le général de corps d'armée dans une allocution d'orientation prononcée devant les cadres et les personnels de la 6ème Région militaire, affirmant que « ceux qui veulent entraver ces efforts nationalistes salutaires sont des individus et des parties qui agissent selon la logique de la bande, et qui marchent sur les traces de ses porteurs et ses complices visant toujours davantage de manipulation et de désinformation ».

Il a, dans ce contexte, mis en garde contre « les desseins de certains à vouloir exacerber la situation et faire perdurer cette crise, en répandant sciemment les rumeurs, les informations erronées et les mensonges, de façon continue, à travers de nombreux médias ».

« Ceux qui tendent à exacerber la situation et faire perdurer cette crise sont ceux-là mêmes qui évaluent sciemment à répandre continuellement les rumeurs, les informations erronées et les mensonges à travers de nombreux médias, et ils ne peuvent en aucun cas contribuer à créer un climat d'entente mutuelle propice, voire un dialogue calme et serein et cela induit que ceux qui recourent à de telles pratiques sont contre le dialogue sérieux et pondéré », a ajouté le chef d'Etat-major de l'ANP.

« Ce sont des objectifs qui ne sont nullement innocents, dont les instigateurs supporteront les conséquences devant Allah, le peuple et l'histoire ».

Ils empruntent délibérément cette voie, même s'il était en leur capacité d'acquiescer davantage de crédibilité en mettant l'accent sur la transmission des faits réels, au lieu de s'adonner à la désinformation de l'opinion publique par des mensonges et des scénarios fabriqués de toutes pièces et erronés, qu'ils imputent à des personnalités et des centres de décision, tout cela sur la base de plans étudiés et élaborés avec une grande ruse, afin de discréditer tout acte visant l'apaisement de la population et la recherche de

solutions idoines à la crise actuelle que traverse le pays, leur but évident étant d'entraver toute solution et obstruer toute bonne démarche nationale de dialogue et de concertation entre les différentes parties », a-t-il affirmé.

Il a indiqué que la loyauté envers la patrie « requiert la mobilisation de tous au service de l'Algérie, ce qui exige nécessairement que le peuple algérien se mette aux côtés de son Armée pour relever tous les défis rencontrés ».

« Afin de mettre en échec toutes ces entreprises non constructives et décourageantes, le peuple algérien doit avancer aujourd'hui, aux côtés de son Armée, relevant tous les défis, et faisant preuve d'une loyauté totale à la Nation, une loyauté qui requiert la mobilisation de tous, chacun dans son domaine de compétences et dans la limite de ses responsabilités, notamment dans le secteur de l'information à travers toutes ses branches, au service de l'Algérie », a-t-il poursuivi.

Pour le vice-ministre de la Défense nationale, « l'information se doit d'être le miroir qui reflète les revendications réelles du peuple algérien, et sa voix sincère qui relate les vérités et communique ses revendications, sans déformation ni falsification, et sans instrumentalisation à des fins autres que les intérêts du pays, car les intérêts matériels ne peuvent en aucun cas se substituer à la Nation, puisqu'ils finiront par disparaître, tandis que l'Algérie demeure ».

Le Général de Corps d'Armée a rappelé que « le génie du peuple algérien se révèle davantage durant les crises et les moments difficiles, où se consolide l'union entre toutes les franges du peuple, se renforce l'esprit de solidarité et se manifeste le sens du sacrifice et du dévouement envers la patrie ».

« Il suffit de lire l'histoire nationale et ce qu'elle recèle comme défis, pour se rendre compte que le génie du peuple algérien est l'un de ses traits distinctifs, en tant que peuple résistant, authentique et épris de son pays, un peuple noble, de par ses positions et son parcours, qui a de tout temps placé les intérêts de sa nation au-dessus de ses intérêts personnels, et ces vertus apparaissent davan-

tage dans les moments difficiles », a-t-il souligné. Pour le vice-ministre de la Défense nationale « c'est en pareilles circonstances que se consolide l'union entre toutes les franges du peuple, se renforce l'esprit de solidarité et de fédération des efforts avisés, et se manifeste ainsi le sens du sacrifice et du dévouement envers la patrie ».

« Sans doute, l'exemple le plus éloquent de ce que j'avance est l'union inégalée entre le peuple algérien résistant et l'Armée de libération nationale révolutionnaire, lors de la glorieuse révolution de libération, cette solidarité et cette cohésion ont généré une force colossale qui a anéanti les fondements du colonialisme français et démolit ses piliers de manière irréversible », a-t-il relevé.

Concernant le troisième jour de sa visite à la 6ème RM et après avoir tenu une rencontre d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région, inspecté quelques unités déployées le long de nos frontières sud et supervisé un exercice démonstratif avec munitions réelles, Gaïd Salah a visité l'Ecole des Cadets de la Nation de Tamanrasset.

A l'entame et après la cérémonie d'accueil, en compagnie du Général-Major Mohamed Adjroud, Commandant de la 6ème Région Militaire, le chef d'Etat-major de l'ANP a suivi un exposé donné par le Commandant de l'Ecole sur ses missions d'enseignement et de formation, avant de visiter les différentes structures administratives, pédagogiques, sportives, laboratoires ainsi que quelques classes d'enseignement pour tenir ensuite une rencontre avec les Cadets où il a prononcé une allocution d'orientation, suivie par l'ensemble des Cadets relevant des dix Ecoles implantées sur le territoire national.

Dans son allocution, il a rappelé « l'importance capitale » qu'accorde le Haut Commandement de l'ANP « à l'égalité des chances pour tous les enfants du peuple algérien pour rejoindre les Ecoles des Cadets de la Nation », saluant à l'occasion les « excellents résultats » obtenus par les Cadets de la Nation ces dernières années, et les exhortant à en faire un modèle de succès et de performance à suivre.

DISCOURS DE GAÏD SALAH: Unanimité de la classe politique sur la consécration d'un dialogue constructif et divergence sur les mécanismes de sa concrétisation

Les formations politiques ont été unanimes quant à l'importance de la consécration du dialogue constructif entre les différents partenaires pour sortir de la crise que traverse le pays, tel qu'énoncé mardi dans le discours du Général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), mais les approches sont mitigées concernant les mécanismes de sa concrétisation.

Dans ce cadre, le Rassemblement national démocratique (RND) a salué l'appel adressé par le vice-ministre de la Défense, lors de sa visite dans la 6ème région militaire à Tamanrasset, aux forces et personnalités nationales visant à établir un dialogue sérieux pour sortir de la crise et organiser une élection Présidentielle qui devra être l'issue vers la consécration de la volonté du peuple et la réalisation des réformes escomptées. Le RND affirmé que sa position émane de « sa ligne constante depuis le début de la crise », convaincu que « l'Algérie a besoin de préserver sa stabilité et son unité à travers la contribution de tous les nationalistes jaloux de leur patrie ». Dans le même sillage, le Mouvement populaire algérien (MPA) a souligné, dans son communiqué, « sa pleine adhésion » à l'appel du dialogue de Gaïd Salah, rappelant qu'il « demeure fidèle à ses principes nationaux et démocratiques à travers le dialogue constructif entre les différents partenaires politiques et socioéconomiques ». Pour le MPA, l'option du dialogue constitue « la seule voie à même d'aboutir à des solutions consensuelles pour le règlement des problèmes nationaux par voie politique et pacifique ».

L'aboutissement de ce processus exige de placer l'Algérie au-dessus de toute considération », a-t-il ajouté, soulignant sa disposition à prendre part à cette entreprise pour sortir de la crise dans les plus brefs délais.

Dans un communiqué, le parti Tajamou Amel El-Djazair (TAJ) a qualifié le dialogue auquel a appelé le vice-ministre de la défense nationale « d'opportunité précieuse et importante » pour conduire l'Algérie vers la voie du salut « dans les plus brefs délais ». TAJ a appelé « toutes les composantes de la classe politique, les acteurs de la société civile, les personnalités, l'élite et les représentants du Hirak populaire à prendre part « activement » à ce dialogue « qui doit être unificateur, responsable, sincère et constructif, en faisant prévaloir les intérêts du pays et du citoyen ». Valorisant les positions « responsables et historiques » de l'ANP, il a cité à ce propos « l'accompagnement des institutions de l'Etat et les revendications et aspirations du peuple algérien ainsi qu'à la préservation de la sécurité, de la stabilité » pour faire face aux dangers qui guettent le pays.

Dans un communiqué sanctionnant la réunion de son bureau exécutif, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a indiqué, pour sa part, que « l'heure est au dialogue », estimant « impératif » le dialogue sérieux, responsable et rationnel après « l'échec du projet des élections du 4 juillet ».

Le MSP s'est dit disposé à contribuer à l'aboutissement de toute solution dans le cadre d'un dialogue « conduit par des Novembristes acceptés par la population et non impliqués dans la corruption et la fraude », exigeant à cet effet que ce dialogue puisse garantir deux principaux objectifs à savoir « la cohérence avec la volonté populaire sur le départ des « B+ » (Bensalah, Bedoui et Bouchareb) et la garantie de la transition démocratique souple mettant fin à la fraude électorale, base de corruption et de toutes les dérives ». Abondant dans le même sens, le président du parti Front de justice et de développement (FJD), Abdallah Djabballah, a rappelé que son parti avait mis en avant, dès le début, « la nécessité d'adopter le dialogue pour le règlement de la crise », réitérant néanmoins la position du FJD quant au rôle de l'Institution militaire, appelée, a-t-il dit, à « assumer la responsabilité et à cautionner des personnes n'ayant pas fait partie du cercle de Bouteflika ou participé à sa gouvernance ». Pour le Président du FJD, « c'est là le seul moyen de parvenir à une solution politique constitutionnelle répondant aux revendications du peuple ». De son côté, le parti Fadjr El-Djadjid a plaidé, par la voix de son président Tahar Benbaibèche, pour « la mise en place de mécanismes clairs pour ce dialogue », qualifiant le discours du chef d'Etat-major de tournant « très positif » à valoriser. Le parti du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) a rappelé, quant à lui, que le dialogue était « un moyen civilisé que l'opposition a toujours prôné et espéré », affirmant qu'il « n'appartient pas à Gaïd Salah de fixer les termes de ce dialogue ». Il a ajouté, dans ce sens, « nous voulons un dialogue vrai, sincère et fécond (...) sur les problèmes de fond qui ont handicapé notre pays et la façon de sortir des crises cycliques que notre pays traverse depuis 1962 ». « Il ne s'agit pas de sortir d'une phase complexe mais de faire de cette période révolutionnaire une porte d'entrée dans une Algérie de liberté et de progrès. Voici nos différences d'approche », a-t-il ajouté. Pour sa part, l'ancien chef du gouvernement, Ahmed Benbitour, a estimé qu'avec les prémices du dialogue, « il faut d'abord définir le dialogue » soulignant que « les marches appellent à un changement radical du système ». M. Benbitour considère, à ce propos, que « nous ne sommes plus dans l'étape du dialogue mais celle de la négociation pour le changement de tout le système de gouvernance et répondre ainsi positivement aux revendications de la population ».

SKIKDA:

Réception de 14 nouveaux établissements scolaires à la prochaine rentrée scolaire

Quatorze (14) établissements scolaires, relevant des trois paliers éducatifs, seront réceptionnés et mis en service «à la prochaine rentrée scolaire» dans la wilaya de Skikda, a déclaré mardi le directeur local du secteur, Mourad Messaâdia.

S'exprimant en marge d'une conférence de presse consacrée aux préparatifs des prochaines épreuves des classes d'examens des trois paliers éducatifs, M. Messaâdia a indiqué que la prochaine rentrée scolaire verra l'ouverture de sept (7) nouveaux groupements scolaires dans les communes d'Azzaba, Filfila, Skikda et Collo, en sus de la réception de projets d'extension de 13 classes dans les communes de Skikda, Azzaba et El Hadaïek.

Quatre (4) nouveaux collèges d'enseignement moyens (CEM) seront également livrés dans les communes de Filfila et d'Oum Toub, a ajouté le même responsable, soulignant que trois (3) CEM sont en cours de réalisation à Filfila, dont deux (2) au nouveau pôle urbain de Bouzaâroura, où est attendu «en juillet prochain» une opération de distribution des logements.

Aussi, deux (2) lycées, dotés chacun de 800 et de 1.000 places pédagogiques, seront ouverts à la prochaine rentrée scolaire dans les communes de Collo et de Filfila, a assuré le directeur de l'éducation.

S'agissant des examens de fin de cycle primaire, prévus demain, M. Messaâdia a annoncé que ces épreuves, qui concernent 18.594 élèves, se dérouleront dans 352 centres d'examens répartis à travers la wilaya de Skikda, alors que 15.249 candidats du cycle moyen, dont 45 détenus des établissements pénitentiaires passeront les épreuves de fin de cycle moyen dans 66 centres d'examens, tandis que 17.881 candidats à l'examen du Baccalauréat, dont 45 détenus de établissements pénitentiaires passeront les épreuves du baccalauréat dans 32 centres d'examens.

CONSTANTINE:

Ouverture dès la prochaine rentrée scolaire de trois demi-pensions et quatre cantines scolaires

Trois (3) nouvelles demi-pensions et quatre (4) nouvelles cantines scolaires, réalisées dans la wilaya de Constantine en vue d'assurer la disponibilité des repas chauds au profit des élèves, seront réceptionnées et mises en service à la prochaine rentrée scolaire 2019-2020, a-t-on appris mardi auprès d'un responsable à la direction de l'éducation.

Il s'agit de demi-pensions réalisées dans trois (3) lycées de la commune d'El Khroub, dont une (1) au pôle urbain Massinissa et de deux (2) autres dans la nouvelle ville Ali Mendjeli, a indiqué à l'APS, le chef de service de la programmation et du suivi, Makhlof Siouane, soulignant que la réalisation de ces infrastructures a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 75 millions de dinars.

Il a également ajouté que quatre (4) nouvelles cantines scolaires seront opérationnelles à travers quatre établissements primaires des communes de Constantine, El Khroub et Ibn Ziad.

La commune de Constantine dispose de neuf (9) cantines scolaires centrales qui assurent la livraison de repas chauds au profit des élèves de 93 écoles primaires, ce qui a permis de porter le taux de couverture à 100% en matière de restauration scolaire dans cette collectivité locale, a relevé M. Siouane.

La wilaya de Constantine compte à ce jour 65 lycées, dont 45 sont dotés d'une demi-pension, a fait savoir le même responsable.

Par ailleurs, quatre (4) terrains de sport seront réceptionnés et mis en service au titre de la prochaine rentrée scolaire dans différents établissements scolaires des communes d'Ouled Rahmoune, Constantine et Ain Smara, en sus de l'ouverture de cinq (5) nouvelles salles de sport dans plusieurs lycées de la wilaya, dont quatre (4) au chef lieu de wilaya et une (1) dans la commune de Didouche Mourad, a ajouté la même source.

NÂAMA:

M. Belabed donne le coup d'envoi officiel des épreuves de l'examen de fin de cycle primaire

Le ministre de l'éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a donné, hier, au niveau de l'école primaire «Belghazali Mohamed», le coup d'envoi officiel des épreuves de l'examen de fin de cycle primaire 2018/2019.

Au niveau de cet établissement scolaire, le ministre a procédé, à 9 heures, à l'ouverture des plis contenant les copies des questions de l'épreuve de la langue arabe, a-t-on constaté.

Au cours de cette visite, le ministre devra s'informer des conditions de déroulement de ces épreuves au niveau des différents centres d'examen.

Il devra aussi inspecter des établissements scolaires devant être réceptionnés à l'occasion de la prochaine année. Quelque 5.224 candidats dont



2.487 de sexe féminin participent à cet examen. Cet effectif est réparti à travers 100 centres d'examen encadrés par 923 enseignants. A l'échelle nationale, plus de 812.000 élèves subiront

les épreuves de l'examen de fin de cycle primaire dans trois matières principales, à savoir la langue arabe, les mathématiques et la langue française, rappelle-t-on.

Plus de 812.000 élèves passaient l'examen de fin de cycle primaire

Plus de 812.000 élèves sur l'ensemble du territoire national ont passé hier les épreuves de l'examen de fin de cycle primaire 2018/2019 dans trois matières principales, à savoir la langue arabe, les mathématiques et la langue française.

Le coup d'envoi a été donné de la wilaya de Naâma par le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed. Le nombre de candidats à ces épreuves, s'élève à 812.655 candidats dont 417.679 garçons (51.40 %) et 394.976 filles (48.60 %), soit une hausse de près de 2 % par

rapport à l'année passée où un total de 797.812 candidat a été recensé à cet examen.

Selon le planning des examens, les élèves passent les épreuves de langue arabe et de mathématiques dans la matinée et celle de langue française dans l'après-midi.

Le ministère de l'Education avait décidé, depuis trois ans, d'organiser ces examens au sein des établissements respectifs des élèves pour leur éviter les déplacements.

Cette mesure vise la préservation de la stabilité psychique des jeunes candidats. En revanche, les

enseignants qui encadrent cette opération seront transférés vers d'autres centres dans d'autres établissements.

En outre, la possibilité d'organiser une session de rattrapage pour cette épreuve a été écartée car les moyennes des examens trimestriels seront comptabilisées pour les élèves qui n'auront pas pu obtenir la moyenne de 5 sur 10, requise pour le passage.

Il est à noter que les résultats seront annoncés vers le 16 juin, selon le premier responsable du secteur.

Pour sa part, la

Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mobilisé 62.714 policiers à travers le territoire national en vue de veiller à la sécurisation de 11.937 centres d'examens de fin d'année pour les trois cycles (primaire - moyen - secondaire).

Le Commandement de la Gendarmerie nationale (GN) a, de son côté, mis en place un plan de sécurisation des différentes phases du déroulement des épreuves de fin de cycles primaire et moyen du 9 au 11 juin, et du baccalauréat du 16 au 20 juin à travers les 48 wilayas.

Forte présence des parents près des établissements éducatifs

Les épreuves de l'examen de fin du cycle primaire 2018-2019 ont été marquées, hier, par une forte présence des parents venus apporter leur soutien moral à leur progéniture qui passent le premier examen décisif.

Les parents se sont retrouvés très tôt devant les centres d'examen, où ils ont accompagné leurs enfants qui passent leur premier examen décisif, à savoir l'examen de fin du cycle primaire, dont le coup d'envoi officiel a été donné pour la Direction de l'Education (Alger centre), à partir de l'Etablissement Hadj Nacer, commune de Sidi M'hamed.

Les petits candidats étaient déjà présents devant les centres d'examen bien avant 08:30, heure officielle du début de la première épreuve de langue arabe, prévue de 09:00 à 10:30.

Approchées par l'APS, beaucoup de mamans ont préféré attendre leurs enfants jusqu'à la fin de l'épreuve pour les raccompagner à la maison, avant de



les ramener à nouveau dans l'après-midi pour passer les épreuves de mathématiques et de langue française. Même constat devant l'école primaire Aïssat Idir au ter maï où les parents essayaient de distraire leurs enfants, en attendant l'ouverture des portes de ce centre d'examen.

Plus de 70.000 élèves devaient passer l'examen de fin de cycle primaire (5e), session 2019 dans la wilaya d'Alger, répartis sur 900 centres d'examen et super-

visés par 14.653 encadreurs relevant des trois directions de l'Education d'Alger (Est-Centre-Ouest).

Les résultats seront connus le 16 juin.

Plus de 2000 policiers mobilisés à Alger pour sécuriser les examens des trois cycles

Plus de 2000 policiers ont été mobilisés par les services de sûreté de la wilaya d'Alger pour sécuriser les établissements où se dérouleront les examens de fin

d'année pour les trois cycles d'enseignement, répartis sur 1.005 établissements éducatifs, indique un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Pour assurer une couverture sécuritaire globale de ces centres, en prévision des examens de fin d'année (2019-2020), des moyens matériels importants ont été déployés, à travers les 1.005 établissements éducatifs que compte la wilaya d'Alger, ajoute le communiqué. 72 policiers ont été mobilisés également pour sécuriser 18 centres de collecte et de correction.

Les mesures prises visent à sécuriser les centres d'examen et leurs alentours, avec l'intensification des patrouilles pédestres et mobiles pour garantir la sécurité des élèves, et assurer la fluidité du trafic routier à proximité des centres d'examen, indique la même source.

GRÈVE DES PHARMACIENS: Un mot d'ordre fortement suivi à travers les wilayas

La grève à laquelle a appelé le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo) pour protester contre les risques auxquels est exposé le pharmacien dans l'exercice de sa fonction a été «fortement» suivie à travers les wilayas du pays, ont constaté des correspondants de l'APS.

Dans l'Est du pays, le suivi du mot d'ordre de grève a été «quasi-total», parfois même «total» à l'image des wilayas de Guelma et Khenchela où le débrayage qui a duré de 8h00 à 12h00, a été observé à «100 %», ont assuré à l'APS les deux coordinateurs de wilayas du Snapo, respectivement Kamel Tolguï et Khaled Ould Amar.

Selon Kamel Tolguï, 149 pharmaciens privés de la wilaya de Guelma ont répondu à la grève dont les initiateurs comprenaient protester contre les risques liés à la vente de psychotropes exposant les pharmaciens aux agressions, aux vols et autres menaces de mort à cause, entre autres, d'un vide juridique en la matière ayant mené à l'emprisonnement de plusieurs pharmaciens.

Le service minimum a été assuré, a précisé le même pharmacien.

La totalité des 116 pharmacies ouvertes dans la wilaya de Khenchela ont baissé rideau pour protester contre «les conditions précaires» d'exercice de cette profession, a soutenu Khaled Ould Amar.

Le directeur de la santé de la wilaya Guelma, Messaoud Bouhena, a affirmé, pour sa part, que le suivi de la grève a été de 100 %.

L'APS n'a pu obtenir la déclaration du directeur de la santé de Khenchela, Fayçal Nemouchi, injoignable.



Le même suivi de la grève a été signalé dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, selon le représentant du Snapo. A Skikda et Mila, le taux de suivi de la grève a été de 93 % et 99 % respectivement, ont assuré les coordinateurs de wilaya du Snapo, Seifeddine Bensalama et Amar Kechoud.

Des taux de suivi disparates de la grève ont été enregistrés dans la wilaya de Souk Ahras, Constantine et Batna. Les pharmacies publiques des wilayas de l'Est ont fonctionné normalement, a-t-on constaté. Les gérants des pharmacies d'officine des wilayas de l'Ouest du pays ont, eux aussi, suivi le mot d'ordre de grève lancé par leur syndicat.

A Oran, Mostaganem, Ain Temouchent ou encore à Tiaret, la même mobilisation des gérants de ces pharmacies a été constatée. Ces officines sont restées fermées de 8 heures jusqu'à

mi-di à l'exception de quelques unes qui ont assuré un service minimum. Des représentants locaux du SNAPO ont indiqué que ce mouvement de protestation a été «largement suivi» par les professionnels de cette corporation avançant un taux de suivi de 98% à Mostaganem, de 90 % à Ain Temouchent et plus de 98 % à Tiaret.

Dans cette dernière wilaya, sur 282 officines 276 ont fait grève.

Dans le Sud du pays, ce mouvement de grève à été «fortement» suivi en ce sens qu'un taux de suivi de 100% est avancé par le bureau de wilaya d'Ouargla du SNAPO.

Toutefois, six pharmacies ont été désignées pour assurer la permanence durant cette période de grève, à Ouargla, Touggourt, Hassi-Messaoud et El-Hedjira, sur un total de 176 pharmacies d'officine que compte la wilaya, a précisé

à l'APS le porte parole du bureau d'Ouargla du SNAPO, Faouzi Rezzag-Bara.

La grève a été aussi fortement suivie dans les wilayas de Tindouf et Tamarrasset (100%), et à un degré moindre dans celles de Laghouat et El-Oued. Dans les wilayas du Centre, l'appel au débrayage a été diversement apprécié.

Si dans les wilayas de Blida, Tipasa, Chef et Tizi-Ouzou, les pharmaciens d'officine ont répondu «massivement» à cet appel à la grève en baissant rideau, il n'a pas eu, par contre, l'écho escompté à Médéa, Djelfa et Boumerdes.

Ce mouvement de grève fait suite au sit-in de protestation observé le 20 mai dernier par une centaine de pharmaciens d'officine devant le siège du ministère de la Justice pour revendiquer la révision de la loi relative à la classification des substances psychotropes, la publication de la liste de ces substances dans le Journal officiel et la libération des pharmaciens détenus pour leur vente.

Les représentants du SNAPO ont souligné, par ailleurs, les conditions difficiles dans lesquelles exercent les pharmaciens d'officine exposés à toutes sortes de menace par des trafiquants de psychotropes et autres consommateurs de ces produits dangereux.

GHARDAÏA: Marche de protestation pour dénoncer «l'attitude» des pouvoirs publics à l'égard du militant Fekhar

Des centaines de personnes ont manifesté pacifiquement mercredi à Gharđaia pour dénoncer «l'attitude» des pouvoirs publics et des instances judiciaires à l'égard du militant des droits de l'Homme, Kamel Eddine Fekhar, décédé mardi suite à une grève de la faim. Les manifestants brandissant l'emblème national et l'étendard amazigh, ont investi sporadiquement l'artère principale de Gharđaia menant vers le tribunal et le siège de la wilaya, en demandant l'ouverture d'une enquête «indépendante sur les circonstances» de la mort du Dr Fekhar. La polémique perdure sur les causes de la mort du Dr Fekhar (54 ans), présenté par les manifestants comme «un martyr et un exemple à suivre».

Les manifestants, pour la plupart des jeunes, ont scandé, durant toute la marche, des slogans hostiles au pouvoir judiciaire et au chef de l'exécutif de la wilaya les accusant nommément d'être «à l'origine de la mort du Dr Fekhar».

«Oulach Smah Oulach» (pas de pardon en Tamazigh) et «libérer les détenus encore incarcérés» ont été, entre autres, les slogans scandés par les manifestants qui ont également appelé à manifester de façon civilisée, sans destruction ni casse, avant que la foule ne se disperse dans le calme. Le militant des droits de l'Homme Kamel Eddine Fekhar, en grève de la faim pour protester contre sa détention jugée «abusive» depuis le début du mois d'avril, a rendu l'âme mardi matin au centre hospitalo-universitaire de Blida où il avait été admis la veille pour des soins intensifs spécialisés en réanimation. Transféré du service carcéral de l'hôpital de Gharđaia vers le CHU de Blida pour une meilleure prise en charge, en raison de la détérioration de son état de santé suite à son refus de s'alimenter, Fekhar, médecin de formation, a développé une anémie suivie d'une carence alimentaire et d'une déshydratation avant de succomber.

Une marche similaire a été organisée dans la nuit de mardi à mercredi.

FIÈVRE APHTEUSE: Mobilisation des services vétérinaires et de stocks de vaccins

Les services vétérinaires de l'ensemble du pays restent mobilisés et détention des stocks de vaccins contre la fièvre aphteuse, ayant touché, pour la première fois, le cheptel ovin, a affirmé mercredi à l'APS un haut responsable au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. «Les services vétérinaires des 48 wilayas, qui restent mobilisés, détention des stocks de vaccins contre la fièvre aphteuse à l'effet d'intervenir à tout moment au niveau des foyers signalés», a précisé dans une déclaration à l'APS le directeur des services vétérinaires par intérim au ministère, Khaled Bara. Selon lui, «le cheptel ovin a été atteint, pour la première fois, par cette maladie contagieuse, répandue beaucoup plus chez les bovins», ajoutant que la contamination «aurait pu être évitée si certains éleveurs avaient réellement pris en considération les mesures de prévention préconisées par le ministère pour prémunir leurs cheptels». Il a, dans ce sens, assuré que les foyers enregistrés étaient «moins importants» par rapport à ceux identifiés en janvier et février derniers, relevant que les mortalités des cheptels restaient «faibles», sans donner de chiffres. S'agissant des raisons ayant favorisé la propagation de la maladie, M. Bara a évoqué notamment «le mouvement de cheptel au niveau des wilayas frontalières, sachant que la maladie est également propagée dans les pays voisins».

«Certains marchés de bétail sont restés ouverts alors qu'on leur a demandé de fermer afin d'éviter tout contact de leur bétail avec les foyers contaminés», a-t-il déploré.

A une question sur l'efficacité de l'utilisation de l'abattage sanitaire au lieu de la vaccination, tel que recommandé par les spécialistes, le Dr Bara a répondu que cette option était valable au début de l'épidémie, dès la détection des premiers foyers de la fièvre aphteuse. «Mais, une fois que la maladie s'installe l'abattage collectif ne peut se faire car il y a l'aspect économique qui rentre en ligne de compte, a-t-il expliqué ajoutant que «la maladie s'est propagée trop vite. Donc il était impossible de pratiquer l'abattage sanitaire du cheptel national». Il a, cependant, rassuré que la campagne de vaccination du cheptel ovin et bovin contre la fièvre aphteuse se poursuivait à travers tout le territoire national. «Une enveloppe financière de 728 millions de dinars a été déboursée depuis janvier pour acquérir les lots de vaccins qui ont permis de mener cette campagne de vaccination qui a concerné, en plus des petits ruminants de six mois, l'ensemble du cheptel bovin et ovin où des foyers de cette maladie virale ont été détectés», a-t-il soutenu. Pour rappel, le directeur de l'Espace vétérinaire algérien (EVA), Bendenia Saada, avait déclaré à l'APS en septembre 2018 dernier que la fièvre aphteuse qui a touché différentes régions du pays au cours de ces quatre dernières années, «a réduit d'un tiers le nombre du cheptel bovin».

SAISON ESTIVALE 2019 À ALGER: 61 plages autorisées et 9 autres interdites à la baignade

Les services de la wilaya d'Alger ont réservé aux estivants (61) plages de la capitale autorisées à la baignade, interdisant 09 autres plages pour la saison estivale 2019, a-t-on appris du directeur de l'administration, du contrôle de gestion et de l'informatique, Abderahman Bousoulalim.

Lors d'une déclaration à l'APS, M. Bousoulalim a fait état de 61 plages autorisées à la baignade au niveau d'Alger dotées de toutes les structures nécessaires pour assurer le confort des estivants, mettant l'accent sur la gratuité des tables, des chaises et des parasols. Les autorités de la wilaya d'Alger ont interdit la baignade 09 autres plages en raison de l'absence d'aménagement, l'inaccessibilité et des fuites d'eaux usées, a-t-il poursuivi. Le même responsable a fait savoir, dans ce sens, que les établissements industriels ont été mis en demeure pour traiter leurs eaux usées qui constituent un danger sur l'environnement et la santé publique.

La saison estivale 2019 connaîtra l'ouverture de 03 plages dont la plage «Champs de tir» (Zéralda) et le réaménagement de la plage d'El Kadous (Alger-Est) après le traitement des eaux polluées que déversaient les unités industrielles de la région, a-t-il rappelé. Ces eaux ont été acheminées vers le réseau d'assainissement

pour les traiter ensuite dans les stations d'épuration.

Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour garantir une saison estivale «réussie» à la wilaya d'Alger, a-t-il affirmé, soulignant que les plages seront équipées de toutes les commodités, à savoir les postes de sécurité, les parkings, l'eau potable, les vestiaires et les douches.

Des espaces seront réservés à la circulation des jet-ski afin de préserver la sécurité des citoyens.

Dans ce cadre il a indiqué que le nouveau pour la saison estivale de 2019, réside en la création pour la première fois du poste de «gestionnaire de plage» qui aura pour mission la gestion de la plage, la prise en charge des préoccupations des estivants et leur résolution sur place, ainsi que le renforcement de l'éclairage public au niveau de 27 plages d'Alger afin de faciliter le déplacement des estivants dans de bonnes conditions et assurer la sécurité de ceux qui veulent assister aux soirées et aux concerts programmés au niveau de ces plages et aux autres activités artistiques et de loisirs.

Plus de 1.500 agents dont 1.000 saisonniers seront mobilisés, au cours de la saison estivale 2019 pour veiller au bien-être et à la sécurité des estivants, a ajouté le même res-

ponsable, soulignant que ces agents seront chargés de garantir la maintenance des équipements des plages (parasols, chaises, tables et autres) et la sécurité des estivants au niveau des plages autorisées à la baignade à Alger. La wilaya d'Alger a lancé depuis le début de l'année, une large campagne de nettoyage des plages pour collecter tous les résidus polluant les eaux des plages et mettre fin aux points noirs. Les différentes analyses de contrôle de qualité des eaux des plages et des piscines sont effectuées régulièrement pour éviter certaines maladies transmissibles et dermatologiques et préserver ainsi la santé des estivants.

Par ailleurs, M. Bousoulalim a indiqué que les plages autorisées à la baignade, ont été dotées de 14 parkings réservés aux véhicules des estivants avec un système de paiement automatique, et une capacité d'accueil de 8.000 véhicules à des prix symboliques, dont la gestion a été confiée à des entreprises publiques, soulignant que les services de wilaya travaillent en collaboration avec les services de sécurité pour lutter contre l'exploitation sans autorisation, des plages autorisées à la baignade et les parkings anarchiques qui convoitent les plages lors de la saison estivale.

WILAYA D'ALGER :

Augmentation de salaire de 15% pour les travailleurs de 22 établissements publics de wilaya

Le wali d'Alger, Abdelkhalek Sayouda a annoncé des augmentations salariales de 15%, à effet rétroactif de deux ans, au profit de 25.000 travailleurs des 22 établissements publics de wilaya, à compter du mois de juin prochain, et ce en application de l'accord collectif signé par les sections syndicales (coordination) et ces établissements.

Dans une déclaration à la presse en marge d'un Iftar collectif organisé mardi soir au niveau de la cantine centrale de l'établissement 'PRESCO', en l'honneur des travailleurs de l'hygiène des cinq établissements de wilaya activant dans le domaine de l'hygiène public et de la protection de l'environnement urbain (Netcom, Extranet, Asrout, Gecetal, et HUPE), le wali d'Alger a précisé que 25.000 travailleurs des 22 établissements publics de wilaya bénéficieront d'augmentations salariales de 15%, à compter de juin prochain, à effet rétroactif de deux ans, en application de l'accord collectif signé par les sections syndicales (coordination) et l'administration des établissements, affirmant que cette décision 'a été prise en réponse aux préoccupations professionnelles des travailleurs'.

Le premier responsable de la wilaya d'Alger a rappelé en outre que ces mesures avaient pour objectif de motiver les travailleurs pour leur dévouement dans la fourniture d'un service public au citoyen, mettant en exergue que cette initiative organisée avec la participation de toutes les sections syndicales des établissements de wilaya, se voulait 'un geste de distinction' et un soutien psychologique à ces agents d'hygiène, ainsi qu'une reconnaissance de leurs efforts, notamment, durant le mois sacré du Ramadhan, et le reste de l'année en matière d'hygiène publique. A cette occasion, M. Sayouda a félicité, à travers les travailleurs présents, l'ensemble des travailleurs des 22 établissements susmentionnés pour les acquis de leurs sections syndicales et de l'administration de ces établissements, inspectant, par la même, en présence de la délégation qui l'accompagne, la cantine centrale 'Farhat Salihia' relevant de l'établissement de gestion des jardins d'enfants, des crèches et des pouponnières de la wilaya d'Alger (PRESCO), qui prépare 7000 repas/jour, et ce pour s'enquérir des conditions de préparation de ces repas qui sont distribués aux différents établissements d'action sociale tels que les maisons de retraite, les centres d'accueil des sans abris, les centres pour enfance assistée, et les jardins d'enfants de la wilaya d'Alger. Pour leur part, les travailleurs d'hygiène ainsi que les affiliés de différents établissements de wilaya (hygiène, santé, battoirs, éclairage public, cimetières et autres) participant à cette table d'iftar collectif se sont réjouis de ce geste et de ces augmentations salariales, notamment à l'approche de l'Aïd El Fitri.

SONATRACH:

Traçabilité dans les procédures d'exportation de gaz

Sonatrach a expliqué mardi les procédures associées aux exportations de gaz algérien vers l'étranger, en réaffirmant dans une note que toutes les ventes de gaz à long terme étaient régies par des contrats d'approvisionnement soumis au principe du «Take or Pay».

En vertu du principe «Take or Pay», l'acheteur est tenu de prendre livraison et de payer la quantité contractuelle ou de payer ladite quantité en cas de défaut d'enlèvement, a précisé la compagnie nationale des hydrocarbures dans son document dans l'APS a reçu une copie.

Ces contrats et leurs amendements, explique le groupe, sont soumis à une procédure d'approbation comprenant en premier lieu l'accord des organes sociaux de l'entreprise (Conseil d'Administration de Sonatrach) puis celui des autorités compétentes (approbation du ministère de l'Énergie).

«Toutes les exportations (GN et GNL) sont strictement encadrées par les réglementations en vigueur», a souligné la même source, ajoutant qu'elles font l'objet d'une double déclaration douanière: la première est faite par Sonatrach au niveau des Douanes algériennes et la seconde est faite par le client au niveau des douanes du pays de destination.

La déclaration en douane (dossier d'exportation) faite par Sonatrach auprès des Douanes algériennes comprend les informations relatives au client, le prix, la quantité, la date de livraison, le navire/gazoduc et à la facture domiciliée.

Pour chaque volume exporté (GN ou GNL), les factures originales y afférentes sont transmises en plus du client à la direction Finances pour exploitation contrôle et suivi, la Banque (BEA) pour domiciliation, les Terminaux de comptage et méthaniers (factures domiciliées pour déclaration douanière) et

les Douanes algériennes (une facture domiciliée) pour contrôle et suivi», a-t-on souligné.

Toutes les transactions sont «traçables» au niveau de l'inspection principale aux hydrocarbures (IPH). Dans le cadre de la détermination du prix de base du gaz naturel par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures «ALNAFT», Sonatrach est tenue de reporter mensuellement à cette agence les prix du gaz naturel pratiqués pour les exportations réalisées au cours du mois précédent, ainsi que les charges liées au transport (coûts de transport maritime et tarifs de transport par gazoduc).

La note de Sonatrach rappelle qu'en 2018, les exportations de gaz se sont élevées à 51,5 Gm3 dont 75% par gazoduc et 25% sous forme de GNL. La première destination du gaz algérien reste le marché européen, essentiellement l'Italie (35%), l'Espagne (31%), la Turquie (8.4%) et la France (7.8%).

L'Algérie classée 8e exportateur mondial de GNL

Actuellement, le groupe Sonatrach est classé 8ème exportateur mondial de gaz naturel liquéfié au niveau mondial avec une capacité de total nominale de liquéfaction de l'ordre de 34 Gm3 par an. Sonatrach avait construit le premier complexe industriel de liquéfaction de gaz naturel dans le monde en 1964 dans la région d'Arzew (La Camel, Compagnie Algérienne de Méthane Liquéfié, train mis à l'arrêt en 2010).

La première cargaison commerciale de l'histoire du GNL a été chargée à



partir de ce complexe en septembre 1964 à destination du terminal de Canvey Island en Angleterre, a-t-on rappelé, soulignant, par ailleurs que les capacités d'exportation de GNL de Sonatrach se sont renforcées avec la construction d'autres complexes au niveau des zones industrielles d'Arzew GL1Z (1978) et GL2Z (1981) et de Skikda GLIK (1980). L'Algérie a ainsi été le plus grand exportateur mondial de GNL jusqu'en 1974, puis le deuxième jusqu'en 2003, le 4ème jusqu'en 2008.

En parallèle, Sonatrach a renforcé et diversifié ses capacités d'exportations à travers la construction des gazoducs Pedro Duran Farell (GPDF, 11,5 Gm3/an) en 1996, Medgaz (8 Gm3/an) en 2011 qui se sont ajoutés au gazoduc Enrico Mattei (GEM, 32,5 Gm3/an) mis en service en 1983.

Sonatrach a mis en service deux Méga trains à Skikda (GL1K) et à Béthioua (GL3Z), respectivement en 2013 et en 2014, a-t-on encore rappelé. «Sonatrach dispose par ailleurs d'une flotte de 8 méthaniers (environ 1 millions de m3 GNL) avec différents types de capacité de transport qui lui permettent de desservir aussi bien la région de la méditerranée que les longues

routes», explique la même source.

Il s'agit des méthaniers Cheikh El-Mokrani (75.000 m3), Cheikh Bouamama (75.000 m3), Global Energy (75.000 m3), Abane Ramdane (125.000 m3), Berge Arzew (138.000 m3), Lalla Fatma n'Soumer (145.000 m3), Ougarta (172.000 m3), Tessala (172.000 m3) Sonatrach a également développé ses capacités d'exportations Gazoducs, précise le même document.

Elle dispose en effet de trois gazoducs internationaux pour une capacité totale de 52 Gm3 par an. Le gazoduc Transmediterranéen (Transmed, 32,5 Gm3) appelé aussi gazoduc «Enrico Mattei» reliant l'Algérie à l'Italie à travers la Tunisie. Les livraisons commerciales à partir de ce gazoduc ont commencé à partir du mois d'avril 1983. Le Gazoduc Maghreb Europe (GME, 11,5 Gm3) appelé aussi gazoduc «Pedro Duran Farell» reliant l'Algérie à l'Espagne à travers le Maroc à partir duquel les débuts des livraisons commerciales ont commencé au mois de novembre 1996 et le Medgaz (8 Gm3), gazoduc reliant directement l'Algérie à l'Espagne opérationnel depuis mars 2011.

GRÈVE DES AGENTS DE CONTRÔLE :

La tutelle soutient que la majorité des revendications sont prises en charge

Le ministère du Commerce a affirmé, mardi, que la majorité des revendications des agents de contrôle commercial «ont été prises en charge» dans le cadre du dialogue et de la concertation avec l'ensemble des fonctionnaires, dénonçant les appels à entrer en grèves jugés illégaux par la Justice. «Ces appels à entrer en grèves jugés illégaux par la Justice, ne sont que des tentatives de certaines parties à instrumentaliser les conditions de travail du personnel du secteur pour saper l'économie nationale», a estimé le ministère dans un communiqué. Soutenant que «la majorité des revendications soulevées dans le cadre du dialogue et de la concertation avec l'ensemble des employés ont été prises en charge», le département du Commerce précise que «les directeurs de wilayas ont été chargés d'organiser des rencontres périodiques avec le personnel du secteur afin de noter et prendre en charge ses préoccupations», outre des réunions avec les deux partenaires sociaux affiliés à l'UGTA et au SNAPAP.

Les rencontres jusque-là tenues ont

permis de «consolider, en coordination avec les différents services de sécurité, les mesures de protection et de sécurité des agents de contrôle en mission sur le terrain, et de prendre en charge effectivement le dossier des indemnités au titre du Fonds des revenus complémentaires, ajoute la même source, relevant que ce dossier «a progressé considérablement au niveau du Premier ministre».

Il s'agit également de «garantir l'égalité des chances en matière de promotion et de formation, outre l'élaboration finale du Statut des fonctionnaires du secteur, qui n'a pas été transmis à la Direction générale de la Fonction publique sur demande du partenaire social affilié à l'UGTA. dans l'attente de son examen avec le partenaire social relevant du SNAPAP».

Le ministère a fait état aussi de l'élaboration d'un projet de décret exécutif relatif au système indemnitaire. Par ailleurs, la Tutelle a évoqué «des revendications réhébitoraires de l'UGTA, jamais soulevées lors des précédentes réunions de concertation».

Dans ce sens, le ministère a déploré «la fermeture des portes du dialogue par ce partenaire social» et condamné «certains comportements et pratiques ne relevant aucunement de l'action syndicale».

Plus explicite, le communiqué cite «le refus de se soumettre aux décisions de la Justice», qualifiant de «grave précédent» la poursuite de la grève déclarée illégale, le 23 mai 2019, par le Tribunal administratif en présence des avocats du syndicat.

Le Ministère a fustigé également «la présentation de faux éléments par le Syndicat à l'opinion publique à travers des déclarations aux Médias concernant les fonctionnaires du secteur et les taux de participation à la grève «illégaux» alors que le nombre des adhérents, issus du secteur du Commerce, à cette organisation syndicale ne dépasse pas les 31%». Le département du Commerce a déploré, en outre, des actions de perturbation et d'en-trave des missions des fonctionnaires non grévistes et non affiliés à ce Syndicat.

A ce propos, le ministère du Commerce a exprimé son soutien aux revendications

et préoccupations des fonctionnaires du secteur, affirmant qu'il ne ménagera aucun effort pour leur concrétisation sur le terrain dans les plus brefs délais à travers un dialogue constructif et le travail commun, notamment en cette sensible conjoncture, afin de préserver la stabilité du secteur et la pérennité du service public. Evoquant les tentatives de certaines parties en vue de saper l'économie nationale et exposer au danger la santé du consommateur, le ministère du Commerce avertit que toutes les dispositions légales seront prises en coordination avec les services concernés afin de sauvegarder l'intérêt suprême du pays et du citoyen, et de faire assumer à tout un chacun sa responsabilité et ses conséquences dans le cadre des lois de la République. En conclusion, le ministère du Commerce appelle, dans son communiqué, «les partenaires sociaux à la reprise du dialogue responsable et sérieux pour enrichir le chantier lancé en décembre 2018 en vue du suivi des dispositions arrêtées».

ELEVAGE :

Vaccination préventive de 8 millions d'ovins et de 450.000 bovins jusqu'en mai courant

Le Directeur des services vétérinaires (DSV) au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Kaddour Hachimi Karim, a fait état, mercredi de la vaccination à ce jour de 8 million d'ovins contre la peste des petits ruminants et 450.000 bovins contre la fièvre aphteuse, dans le cadre de la campagne de vaccination préventive ordinaire.

L'Algérie a acquis lors du 1^{er} trimestre de l'année en cours, un total de 21 million de doses de vaccin contre la peste des petits ruminants et 2 million de doses contre la fièvre aphteuse, a indiqué à l'APS le même responsable, précisant que la campagne de vaccination a débuté le 1^{er} février écoulé et devra se poursuivre jusqu'au parachèvement de l'ensemble du cheptel.

Affirmant que la situation de prolifération de la peste des petits ruminants et de la fièvre aphteuse était 'mieux maîtrisée', il a déclaré qu'aucune perte de cheptel n'avait été enregistrée depuis début avril dernier, admettant cependant 'des cas limités d'atteinte en fièvre aphteuse'. Rappelant que l'apparition de la peste des petits ruminants a coïncidé avec les mois de janvier et de février qui sont caractérisés par un grand froid, il a expliqué que les brebis qui naissent en cette période sont fragiles, ce qui est favorable à la prolifération de ces maladies.

Cette pathologie cible les brebis ne dépassant pas un an, car leur système immunitaire est très faible, outre des facteurs météorologiques de froid extrêmes qui contribuent à augmenter davantage la température des brebis malades, a-t-il ajouté citant en outre, le

fait que beaucoup d'agriculteurs ne disposent pas de moyens de chauffage dans leurs écuries.

L'approvisionnement en viandes rouges et en bétail reste stable

Concernant l'impact des ces deux épizooties sur l'approvisionnement en viandes locales lors du mois sacré de Ramadhan et la disponibilité des têtes bovines et ovines à l'occasion de l'Aid El Adha, le même responsable a rassuré que 'les pertes enregistrées n'impacteront en rien la disponibilité lors de Ramadhan et l'Aid El Adha'.

Affirmant que le cheptel ayant été touché ne pouvait, de par son jeune âge, être prêt à la vente ni pour le Ramadhan ni pour l'Aid El Adha, M. Kadour a rappelé que 99% des ovins affectés par la peste des petits ruminants étaient âgés d'à peine quelques semaines et les bovins touchés par la fièvre aphteuse de quelques mois seulement.

Le Directeur des services vétérinaires du ministère de l'Agriculture, estime entre 4 et 5 millions de têtes la demande pour l'Aid El Adha. A ce titre, la Direction générale des services vétérinaires prendra plusieurs mesures visant à encadrer l'accompagnement vétérinaire des éleveurs et les consommateurs



à la fois, à l'instar de l'inspection des lieux de vente à travers les wilayas et le conditionnement à autorisation le transport du bétail. Pour le jour d'Aid El Adha, il est prévu la mobilisation des services vétérinaires au niveau des abattoirs et des cités afin de superviser le déroulement de l'opération d'abattage dans de bonnes conditions.

Le secteur compte actuellement 1500 médecins vétérinaires relevant du secteur public et près de 9000 autres du secteur privé à travers le territoire national, encadrés par la Direction générale des services vétérinaires relevant du secteur de l'Agriculture. Ces médecins vétérinaires se chargent du contrôle et du suivi de la santé des têtes d'ovins, en sus des opérations d'inspection au niveau des lieux de production et d'abattage, des laiteries et des conserve-

ries. Pour rappel, l'Algérie avait réceptionné fin février dernier 8 millions de doses de vaccins contre la peste des petits ruminants et 8 millions autres durant le mois de mars contre 5 millions de doses de vaccins fin janvier dernier, en sus d'un million de doses de vaccins contre la fièvre aphteuse, durant février dernier et un autre le mois de mars.

Les cas de peste des petits ruminants, noté-t-on, avait été découverte à Tamanrasset début novembre 2018 suite aux analyses réalisées après les prémisses de la fièvre aphteuse qui sont apparus dans la région.

Le programme de vaccination touchera tous les bétails à travers le pays (estimés à 29 millions têtes ovines et 2 millions bovines) qui seront couverts à travers l'acquisition d'autres quotas supplémentaires du vaccin.

RAMADHAN: Saisie de 41 tonnes de produits impropres à la consommation en 20 jours

Un total de 41 tonnes de produits non conformes ou impropres à la consommation, estimées à 9,28 millions de DA, ont été saisies durant les 20 premiers jours du mois de Ramadhan, a indiqué mercredi le ministère du Commerce dans un communiqué. Pas moins de 19.337 interventions ont été effectuées et orientées vers les différentes sphères d'approvisionnement, et ce, dans le cadre des opérations de contrôle de la qualité et la répression des fraudes menées par les services du ministère du Commerce, a précisé la même source. Celles-ci ont permis la constatation de 667 infractions aux règles de la qualité traduites par l'établissement de 593 procès verbaux et la proposition de fermeture de 29 locaux commerciaux. Les principales infractions constatées ont concerné, entre autres, les défauts d'hygiène et inocués des denrées alimentaires (220 infractions soit 33%), la détention et mise en vente de produits impropres à la consommation (145 infractions soit 21,7%), l'absence d'autocontrôle (81 infractions soit 12,4%), le non respect de la température de conservation (33 infractions soit 4,9%), le défaut d'étiquetage (33 infractions soit 4,9%), ainsi que la détention et la mise en vente de produits non conformes (28 infractions soit 4,2%). En matière de contrôle des pratiques commerciales, les services concernés ont réalisé 20.082 interventions lesquelles ont donné lieu à la contestation de 1.059 infractions sanctionnées par l'établissement de 1.021 procès verbaux et la proposition de fermeture de 70 locaux commerciaux. En outre, ces interventions ont permis la mise au jour de transactions commerciales sans factures pour un montant de 1,582 millions de DA et la saisie de marchandises pour une valeur de 660,30 millions de DA. A cet effet, les principales infractions constatées ont touché le défaut de publicité des prix et des tarifs (321 infractions soit 30,31%), le défaut de facturation (121 infractions soit 11,42%), l'opposition au contrôle (90 infractions soit 8,49%), le défaut du registre du commerce (87 infractions soit 8,21) et des pratiques de prix illicites (18 infractions soit 1,69%). Au total, le bilan a fait ressortir 39.419 interventions et 1.726 infractions, 1.614 procès verbaux d'infraction et une valeur des saisies estimée à 670 millions DA. Le montant des transactions commerciales sans factures a été de 1,582 millions de DA avec 99 propositions de fermeture.

PRODUCTION CÉRÉALIÈRE :

Une récolte de 2,4 millions de quintaux attendue à Médéa

Une récolte prévisionnelle estimée à environ 2,4 millions de quintaux de céréales est attendue au niveau de la wilaya de Médéa, au titre de la campagne moisson battage, qui devrait démarrer, dans les prochains jours, a-t-on appris mercredi du directeur local des services agricoles (DSA).

La campagne moisson battage 2019 devrait connaître une hausse de production de l'ordre de deux cent mille quintaux par rapport à la précédente campagne, dont la production

engrangée avait atteint 2,2 millions de quintaux, a indiqué Boualem Madani, à l'APS, précisant qu'outre une légère augmentation du rendement par hectare qui passe d'une moyenne de 18 quintaux à l'hectare à 21 quintaux, la hausse de production attendue est également due à l'extension de la superficie qui a été emblavée.

Celle-ci est passée, selon le DSA, de 118 mille hectares, durant la campagne labours semences 2017/2018, à plus de 128 mille hectares, lors de la campagne

2018/2019, soit dix mille hectares de plus qui impacteront la production de céréales pour l'année 2019, malgré le déficit pluviométrique enregistré au courant du premier trimestre de l'année en cours, a-t-il signalé.

Boualem Madani fait état, à cet effet, de la perte, pour raison de sécheresse ou de grêle de parcelles ½ significatives « de cultures céréalières, relevant que d'une superficie de 13558 hectares à été ½ totalement ou partiellement » perdue, dans quelques communes de la wilaya,

à cause du manque de pluviométrie, de grêle ou de reconversion des terres emblavées en fourrage.

Selon les chiffres communiqués par ce responsable, 1631 hectares de céréales ont été affectés par la grêle dans la commune de Ain-Boucif, sud-est de Médéa, 5630 hectares ont été perdus également à Chahbounia (sud) en raison de la sécheresse, alors que 6297 hectares ont été reconvertis en fourrage au niveau des communes de Azziz et de Ksra-el-Boukhari, au sud et

sud-ouest de la wilaya. La DSA table, par ailleurs, sur une hausse de la collecte de céréale, avec un objectif prévisionnel de 850 mille quintaux, contre 750 mille quintaux collectés durant la campagne moisson battage 2018 et ce, grâce à l'augmentation des points de collectes qui passe de 23 à 26, la mobilisation de pas moins de 270 moissonneuses batteuses, dont 23 moissonneuses appartenant à la coopérative commerciale de légumes secs (CCLS) de Berrouaghia, a fait savoir Boualem Madani.

TLEMCEM

Production de plus de 2 millions qx de céréales prévue cette année

Une production de 2.211.000 quintaux de céréales est prévue lors de la campagne moisson-battage de la saison agricole en cours à Tlemcen, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des services agricoles de la wilaya. Le chef de bureau organisation de la production agricole et appui technique, Othmani Kamel, a indiqué que cette campagne, qui sera lancée dès la première semaine de juin, prévoit une production de 1.135.000 qx d'orge, 738.000 qx de blé dur, 287.000 qx de blé tendre et 51.000 qx d'avoine. La surface globale emblavée en céréales a atteint cette saison 174.900 hectares répartis entre l'orge

(87.000 ha), le blé dur (57.600 ha), le blé tendre (25.200 ha) et l'avoine (5.100 ha). Pour la réussite de cette opération, 279 moissonneuses batteuses sont mobilisées de même que 17 points de stockage relevant de la Coopérative de céréales et de légumes secs d'une capacité d'accueil globale estimée à 948.400 qx.

Une production de 2.850.500 qx de céréales a été réalisée l'an dernier sur une surface globale de 172.500 ha, a rappelé M. Othmani, expliquant la baisse de la production prévue cette saison par la faible pluviométrie entre les mois de janvier et mars derniers. Il a été procédé cette saison

à l'irrigation de 7800 ha en adoptant la technique d'irrigation d'appoint eu égard aux conditions climatiques que connaît la wilaya qui a enregistré une perturbation en pluviométrie à cette période. Parallèlement, une surface emblavée en céréales de 2.400 ha a été irriguée, par rapport à la saison agricole précédente, grâce à la disponibilité de semences et d'engrais chez les producteurs en quantités suffisantes et de bonne qualité, de l'accompagnement des agriculteurs et de leur sensibilisation sur la nécessité de bénéficier du crédit Refig. La saison agricole en cours a connu une hausse de 28 %

du nombre de bénéficiaires de ce crédit sans intérêts atteignant 331 agriculteurs pour un global dépassant 343 millions DA. Les différentes subdivisions agricoles effectueront, en collaboration avec les services de la protection civile et les forêts, des actions de sensibilisation des agriculteurs sur la nécessité du désherbage aux abords des routes et dans les espaces boisés en vue d'éviter les incendies, en plus de prendre toutes les précautions concernant les moissonneuses batteuses et leur équipement en matériel d'extinction, ainsi que la dotation en citernes d'eau.

BLIDA: Renforcement du système AEP de la partie Est de la wilaya

Le système d'Alimentation en eau potable (AEP) de Blida a été renforcé, mardi, par la mise en service d'un nombre de projets, destinés à l'amélioration de la distribution de l'eau dans la partie Est de la wilaya, accusant une perturbation en la matière.

Deux stations de pompage, six forages d'eau et 14 km de conduites figurent parmi ces projets, réalisés pour un montant global de 2,4 milliards de DA et mis en exploitation par le wali Youcef Chorfa, respectivement au niveau du nouveau pôle urbain de Sefsaf, des hauteurs de Meftah, devant accueillir 120.000 habitants, Djebabra et Meftah.

Cette mise en service devrait garantir une distribution quotidienne de l'eau au profit de ces localités, auparavant alimentées à raison d'une fois par semaine. Les perturbation dans l'Aep ne seront, également, plus qu'un mauvais souvenir, pour les habitants des communes de Bouguerra (60.000 âmes) et Ouled Slama (50.000 âmes), qui ont bénéficié, par le même occasion, de la mise en service d'une station monobloc pour le traitement des eaux, réalisée à Bouguerra pour 500 millions de DA.

La commune de Larbaâ (Est de Blida) est l'autre localité d'importance de la wilaya, qui va enregistrer une nette amélioration dans sa distribution d'eau (située dans une moyenne entre une fois/semaine à une fois/mois), et ce suite à la mise en service d'un nouveau système AEP, englobant six forages d'eau, 17,5 km de conduites, et une station de pompage (120l/seconde), dont la concrétisation a nécessité un montant de 650 millions de DA.

Selon le wali, ces projets, réalisés dans le cadre du plan d'urgence de la wilaya pour l'exercice 2018, devraient garantir «une alimentation quotidienne en eau potable des localités de la partie- Est de Blida». Il a annoncé, par la même, la mise en service «programmée pour jeudi» d'un nombre d'autres projets similaires au profit de localités du Centre - Ouest de la wilaya (Mouzaia et Ain Romana), devant permettre, selon lui, de «mettre un terme définitif aux problèmes d'AEP», au niveau de la totalité des communes de Blida, a-t-il indiqué.

TLEMEN: Production prévisionnelle de 3.000 quintaux de lentilles



Une production de 3.000 quintaux de lentilles est prévue dans la wilaya de Tlemcen lors de la campagne de cueillette de ce légume sec, a-t-on appris mardi auprès de la Direction des services agricoles.

Le chef de service appui technique et production agricole, Benzamra Abderrahim, a indiqué à l'APS que la superficie globale réservée à la culture de lentilles a atteint cette année 290 hectares répartis sur plusieurs communes de la wilaya.

Une hausse de la production de cette légumineuse est attendue dans la wilaya par rapport à l'année dernière où une production de 260 qx a été enregistrée et ce, grâce à l'extension de la superficie qui était en 2018 seulement à 25 ha.

Parmi les causes d'extension de la surface réservée aux lentilles, l'intensification des campagnes de sensibilisation et la vulgarisation en faveur des agriculteurs. La récolte de lentilles a été lancée dernièrement dans les communes de Amieur et Sidi Abdelli pour toucher ensuite d'autres communes concernées, a signalé M. Benzamra.

Des subventions ont été données aux producteurs de lentilles par la commission de wilaya chargée de la campagne moisson-battage et la CCLS de Tlemcen pour la location de moissonneuses pour un montant de 3.000 DA l'heure afin de garantir la réussite de cette opération.

OUARGLA : Récupération de plus de 150 ha de foncier industriel non-exploité

Une superficie de 153 hectares de foncier industriel non-exploité a été récupérée durant le premier trimestre de l'année en cours à travers la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'industrie et des mines (DIM).

Inscrite dans le cadre de l'assainissement du foncier industriel, l'opération intervient suite à l'annulation de 53 projets d'investissement non-lancés pour diverses raisons, en dépit des mesures incitatives octroyées par l'Etat, a précisé le DIM, Djamel Tamentit.

L'opération de récupération du foncier a été précédée par des mises en demeure adressées aux opérateurs concernés, suite à des sorties périodiques de constatation sur sites des projets et de leur avancement et l'intervention pour lever d'éventuelles contraintes les entravant, notamment celles liées aux procédures administratives.

Cette surface récupérée vient s'ajouter aux 104 ha de foncier industriel récupérée en 2018 suite à l'annulation par les services concernés de 57 titres d'investissement.

Les assiettes foncières récupérées ouvriront des perspectives d'investissement pour d'autres opérateurs en mesure de concrétiser leurs projets et de contribuer au développement de la région aux importantes potentialités industrielles.

Les pouvoirs publics accordent ces dernières années un grand intérêt à la



promotion de l'investissement, notamment ceux en rapport avec l'amélioration du cadre de vie du citoyen et couvrir les besoins de la région.

Pas moins de 128 nouveaux projets d'investissement avaient été approuvés en 2018 sur un total de 193 dossiers déposés au niveau de la commission de wilaya en charge du dossier, et ont

généralisé près de 4.500 emplois, a-t-on indiqué à la DIM.

Il est également relevé la réalisation en cours de 160 projets, dans différents segments industriels, agricole et de services, en plus de l'approbation de 67 autres, en majorité liés aux activités pétrolières, localisés au niveau de la nouvelle ville de Hassi-Messaoud.

BASSIN LAITIER DE MOSTAGANEM: Annulation de 22 actes de concession et récupération de 630 ha de terres agricoles

Vingt-deux (22) actes de concession ont été annulés dernièrement dans la wilaya de Mostaganem et 630 hectares de terres agricoles récupérées au bassin laitier de la commune de Hassiane, a annoncé mardi le wali Mohamed Abdenmour Rabhi.

Lors de sa visite de travail et d'inspection aux projets d'investissement dans ce bassin, situé sur la plaine de Sirat, le wali a précisé que la suppression des actes de concession intervient après le non respect des clauses du cahier des charges par les investisseurs, le retard enregistré

dans le lancement des projets agricoles spécialisés dans l'élevage des vaches laitières, la production du lait et viandes rouges.

Cette opération a permis la récupération de 630 ha de terres qui seront mis à la disposition des investisseurs sérieux désirant réaliser des projets similaires dans cette zone située dans la daïra de Aïn Nouïssy, a ajouté le wali.

Depuis le lancement du projet du bassin de lait, 59 investisseurs agricoles ont été agréés dans le domaine de l'élevage bovin, la production du lait, des viandes rouges et blanches. Vingt-

huit (28) projets d'investissements ont été lancés et neuf autres le seront dans les prochaines semaines.

Ces investissements occupent une superficie de 1.800 ha de terres agricoles.

Il est prévu l'élevage de 4.000 vaches et la production de 22 millions de litres de lait par an, ce qui contribuera à fournir 500 nouveaux postes d'emploi et à réduire la facture d'importation du lait en poudre.

Le wali de Mostaganem a inspecté trois projets entrés en service dont celui de la ferme-pilote qui produit 2.500 litres de lait par jour, destinés à la laiterie de

Sidi Saâda (wilaya de Relizane). Le projet a nécessité un investissement de 40 millions DA.

Il a inspecté une deuxième ferme relevant de l'entreprise «El Boustane», basée à Fornaka. Elle dispose d'une capacité de production de 8.000 litres de lait/jour. La production de la wilaya de Mostaganem en lait cru a atteint l'année dernière plus de 99 millions de litres.

Elle occupe la 10ème place au niveau national en termes de production de ce produit et contribue à 3% de la production nationale.

EL BAYADH: Distribution de plus de 2.800 logements publics locatifs avant la fin 2019

La wilaya d'El Bayadh prévoit la distribution de plus de 2.878 logements publics locatifs (LPL) avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris mardi du directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Abdelfateh Kassoul a indiqué à l'APS que ses services ont enregistré une avancée «importante» dans nombre de projets de construction de logements de type public locatif à travers le territoire de la wilaya, dont 1.500 unités dans la seule nouvelle ville d'El Bayadh, avec un taux d'avancement de 85 pour cent.

Aussi, il a été enregistré l'achèvement de l'opération d'adduction au réseau d'alimentation en eau potable et d'assainissement de ces 1500 logements. Il s'ensuit, après le branchement prochain des foyers au réseau d'électricité et du gaz, une opération

de revêtement des routes et la fixation du réseau d'éclairage extérieur.

Les travaux de réalisation de 1.170 logements publics locatifs dans la commune de Bougtob connaissent un taux d'avancement «appréciable» avec l'achèvement entier d'un quota de 350 unités et il ne reste que les opérations de raccordement aux réseaux divers.

Les 820 unités restant affichent un taux d'avancement de 80 pour cent.

Il sera procédé dans les tout prochain jours à l'entame des opérations d'aménagement extérieur des cités et leur raccordement aux différents réseaux, a ajouté notre interlocuteur.

Les travaux de réalisation des 60 logements dans la commune de Rogassa ont été achevés, tandis que le taux de réalisation des aménage-

ments extérieurs et le raccordement des logements aux réseaux divers à 95 pour cent.

50 logements de même type ont également été réalisés dans la commune de Boualem laquelle a bénéficié d'un quota spécial pour avoir pratiquement terminé une opération d'aménagement extérieur.

L'actuelle opération qui tire à sa fin a trait au traitement des recours avant l'affichage définitif de la liste des bénéficiaires.

Les services de l'OPGI ont enregistré l'achèvement des travaux de réalisation de 98 logements publics locatifs dans la commune de Chellal.

Leur distribution est programmée, au plus tard, durant la période estivale, une fois la liste finale des bénéficiaires établie, a-t-on ajouté de même source.

DÉLINQUANCE JUVÉNILE: 132 mineurs réintégrés dans leur milieu familial durant le 1er trimestre 2019

Cent-trente-deux (132) mineurs ont été réintégrés dans leur milieu familial, durant le 1er trimestre de l'année en cours, contre 259 pour toute l'année 2018 à travers le territoire national, par les brigades de protection des mineurs relevant de la Gendarmerie nationale (GN), révélé hier, un bilan du Commandement de cette institution.

Durant cette période de référence, et dans le cadre de la lutte contre la délinquance juvénile, ces mêmes brigades ont effectué un total de 4.231 services, dont 70% destinés à l'action préventive en direction des mineurs, 1.807 patrouilles dans les lieux fréquentés par ces derniers et 341 contrôles dans les crèches, précise la même source.

Ceci, en plus de 835 campagnes de sensibilisation liées aux différents fléaux sociaux, au niveau des établissements scolaires et des centres de formation professionnelle, de même qu'elles ont pris part à 391 enquêtes judiciaires.

En 2018, ces brigades spécialisées ont effectué 9.622 services dont 80% destinés à l'action préventive, 1.018 contrôles dans des crèches, 1.720 campagnes de sensibilisation au niveau des établissements scolaires et des centres de formation professionnelle et ont participé à 921 enquêtes judiciaires, détaille le communiqué.

Au nombre de 23, ces brigades exercent leurs missions, à caractères préventif et répressif, dans le territoire de compétence de la Gendarmerie nationale.

Celles-ci consistent essentiellement en la sensibilisation des mineurs contre «les dangers de la délinquance et ses répercussions» sur eux, l'ouverture d'enquêtes judiciaires impliquant un mineur, accusé ou victime, ainsi que la participation aux enquêtes judiciaires avec les unités territoriales ou spécialisées relevant de la GN lorsque les personnes impliquées sont des mineurs. «Le commandement de la GN a veillé à la sélection de Gendarmes qualifiés



pour les orienter au travail dans ces brigades, avec le recrutement de l'élément féminin. Les Gendarmes ont également été formés en tant qu'auxiliaires de la médiation sociale et sur les méthodes de traitement des mineurs», souligne le Commandement de la GN.

Les aspects psychologiques liés au développement de l'enfant et de l'adolescent sont pris en compte dans cette formation, de même que l'action de médiation, la psychologie de la famille algérienne, le langage des signes, etc, est-il ajouté, sachant que le stage pratique se déroule à l'École supérieure de la GN à Zéralda.

«La Gendarmerie nationale a réalisé une importante avancée dans le domaine de la protection des mineurs en fournissant tous les moyens nécessaires à la prise en charge totale de cette frange de la société et a parié sur le principe de la médiation sociale en tant que méthodes effectives pour

la prévention des mineurs, en lui accordant une très grande importance en tant qu'action sécuritaire, préventive et proactive», se félicite cette institution.

Ces brigades, et «en dépit de leur récente création, ont réussi à s'imposer en tant qu'entité spécialisée et à travers leurs interventions qualitatives et efficaces dans le domaine des enquêtes et la révélation des tenants et aboutissants des affaires, dont l'une des parties est un mineur ainsi que dans le domaine de la prévention», ajoute-t-elle.

Enfin et tout en soulignant sa «disposition» à venir en aide aux citoyens, la Gendarmerie nationale met au service de ces derniers son numéro vert 10-55, son site internet «Tariki» (via le web, l'application ou à travers la page Facebook) pour se renseigner sur l'état des routes, ainsi que son site dédié aux pré-plaintes (<https://ppgn.mdn.dz>).

OUARGLA: Diverses actions au programme de prévention et de lutte contre les incendies de forêt

Diverses actions ont été retenues au titre du programme 2019 de prévention et de lutte contre les incendies de forêts dans la wilaya d'Ouargla, pour prévenir la richesse phénicienne des sinistres, a-t-on appris hier de la direction de la Protection Civile (PC). Ces opérations portent sur l'ouverture de pistes dans les palmeraies pour permettre aux engins de la PC l'accès aux foyers d'incendies, la poursuite des programmes sectoriels de l'Agriculture portant réalisation de réseaux d'irrigation et de drains à travers les palmeraies, ainsi que la réalisation de brise-vents avec des matériaux ininflammables, a-t-on indiqué. L'acquisition de pompes immergées, la mobilisation de moyens d'intervention par les communes, l'ouverture de pistes agricoles, l'élargissement des anciennes voies d'accès et l'établissement d'une liste de numéros de téléphones des agents chargés de l'exploitation des puits agricoles, font partie des opérations projetées. Les données de la PC font ressortir cette année une hausse «sensible» des incendies de forêts (186) ayant été à l'origine de la dégradation de 1.552 palmiers, suite aux incendies de palmeraies déclarés dans le Grand Ouargla, et à un degré moindre dans la région de Touggourt.

La wilaya d'Ouargla recense 22.512 ha de couvert végétal, a-t-on rappelé à la PC qui explique que les incendies de palmeraies sont dus à plusieurs facteurs, dont le non-respect par les agriculteurs des mesures préventives lors des campagnes de désherbage, le facteur humain (cigarettes), ainsi que l'incendie volontaire de certaines palmeraies pour exploiter les terrains récupérés à d'autres fins.

La Direction de la Protection civile de Ouargla vient de lancer, en coordination avec plusieurs organismes, une large campagne et des caravanes de sensibilisation contre divers incidents, dont les incendies notamment en période estivale, en plus de la distribution de dépliants sur les mesures préventives et les consignes à suivre en termes de lutte contre les incendies.

CHU BATNA: Succès de la première greffe rénale à partir d'un donneur en mort encéphalique

La première opération de transplantation de rein à partir d'un donneur en mort encéphalique a été réalisée avec succès au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna au profit d'un jeune malade âgé de 35 ans et originaire d'Ain Taghrout (Bordj Bou Arreridj), a indiqué mardi le staff médical en charge de l'intervention.

«Après cinq jours de la greffe, le receveur est en excellent état, ne présente aucune complication et son nouveau rein fonctionne normalement à 100%», a assuré le staff dans une conférence de presse.

La même source a précisé que le patient atteint d'insuffisance rénale qui figurait sur la liste d'attente était suivi au service de néphrologie du CHU-Batna et a été retenu par l'Agence nationale des greffes (ANG) parmi cinq candidats car remplissant les conditions de compatibilité.

Dr. Hossameddine Ouaghelanel, spécialisé en chirurgie rénale et des voies urinaires et responsable du staff chirurgical, a affirmé que cette opération «pour laquelle l'on s'est préparé depuis plusieurs années est un rêve qui se concrétise». Pour le chef du service de néphrologie, Dr. Ahmed Bougroura, le plus beau dans cette expérience a été la conjugaison des efforts de toutes les équipes médicale, paramédicale, chirurgicale et administrative à l'échelle locale et la coordination entre les staffs médicaux de Constantine, d'Alger et de Batna pour assurer le succès de cette intervention de qualité à partir de prélèvements multiples sur un donneur mort à Constantine la semaine passée. Depuis le lancement des greffes rénales le 31 mars 2014 sous l'égide du Pr. Hocine Chaouch, le CHU de Batna désormais pôle du domaine a réalisé 344 transplantations réussies à partir de donneurs vivants de diverses régions du pays. En 2016, le staff médical du CHU de Batna a commencé à réaliser ces greffes d'une manière totalement autonome effectuant 100 transplantations réussies durant la seule année 2018, a souligné le directeur général du CHU, Messaoud Boulegroun, qui a indiqué que l'objectif est d'arriver à 8 greffes par semaine surtout que la liste d'attente comprend plus de 200 malades de tout le pays. Selon le même responsable, une structure spéciale des transplantations est actuellement en cours de réalisation au CHU de Batna avec un taux d'avancement des travaux de 80%. Actuellement, ces interventions délicates sont effectuées au service des urgences médicalisées du CHU qui compte quatre chirurgiens ayant suivi une formation à l'étranger sur les greffes à partir de donneurs morts.

Cette greffe rénale est intervenue dans le sillage d'une opération de prélèvement multiple (deux reins et un foie) effectuée la semaine passée au CHU Benbadis de Constantine sur un donneur en état de mort cérébrale.

APS

KHENCHELA: 18 brigades mobiles de lutte contre les feux de forêt

Dix-huit (18) brigades mobiles ont été constituées dans la wilaya de Khenchela dans le cadre du plan de lutte contre les feux de forêts élaboré par la conservation des forêts en prévision de la période estivale, a indiqué mardi le responsable de cette conservation, Abdelhafidh Mohcine.

Aussi 86 agents forestiers assureront un système de permanence au sein de ces 18 brigades mobiles de lutte contre les incendies de forêts qui menacent le couvert végétal de la wilaya chaque été, a indiqué à l'APS le même responsable qui a fait état de la programmation durant juin prochain de formations au profit de 21 forestiers au sein de l'unité principale de N'sigha de la protection civile.

Selon le conservateur des forêts, ce plan anti-feux de forêts prévoit

ainsi le recrutement de 58 travailleurs saisonniers dont 32 affectés aux tours de vigie avec pour mission l'alerte précoce aux départs de feu tandis que les 16 autres assisteront les forestiers et les sapeurs-pompier.

Des équipes communes, a ajouté le même cadre, seront mises sur pied dans le cadre de la campagne anti-feux de forêts du 1er juin au 31 octobre conjointement par la conservation des forêts et la direction de la protection civile dans les forêts Ain Guiguel et Ain Mimoune dans la commune de Tamza outre la constitution de 12 ateliers d'intervention regroupant 177 travailleurs de l'Entreprise régionale de génie rural pour intervenir en cas d'incendie.

Trois nouvelles tours de vigie ont été créées dans le massif forestier d'Ouled Yakoub (1) et

dans la forêt des Béni Oudjana (2) qui s'étend sur des vastes aires des communes de Bouhmama, Taouzianet, Chélia et Yabous. Depuis le 22 mai courant, une caravane commune de forestiers et pompiers sillonne la wilaya pour diffuser la culture de prévention des incendies de forêts chez les personnes qui fréquentent les forêts durant l'été.

Dans le cadre de la prévention, il a été procédé à des actions de nettoyage des bois morts de 1.157 hectares ayant été la proie des flammes et à l'aménagement de 77 km de pistes pour faciliter les interventions en cas de feu, a indiqué M. Mohcine.

La conservation de forêts a invité dernièrement les directions des travaux publics et des services agricoles à nettoyer les lisières des 37 km de

routes traversant les forêts de la wilaya et à réaliser une bande labourée entre les terres agricoles et les abords des forêts tandis que la société de distribution du gaz et de l'électricité Sonelgaz a été exhorté à nettoyer les aires sous les lignes hautes tensions passant par les forêts, a noté le même responsable qui a relevé que la direction des affaires religieuses a été appelé à participer à la sensibilisation contre les incendies de bois.

La surface forestière de la wilaya de Khenchela occupe plus de 146.000 hectares qui se répartit sur les trois principaux massifs de Béni Melloul (67.000 hectares), d'Ouled Yakoub (27.000 hectares) et Béni Oudjana (22.000 hectares) outre 29.000 hectares d'aires reboisées à travers les communes de la wilaya.

BURKINA:

Plus de 17.000 personnes déplacées dans le nord



Plus de 17.000 personnes, fuyant la région du Sahel du Burkina Faso ont été secourues par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) depuis début de l'année, a annoncé mardi l'ONG dans un communiqué.

«Le Comité international de la Croix-Rouge, avec l'appui des volontaires de la Croix-Rouge burkinabè, a procédé à une distribution de vivres à près de 17.400 personnes», qui «ont dû quitter des communes telles que Diguél, Nassoumbou et Koutougou, pour se réfugier dans la ville de Djibo», chef-lieu de la province du Soum, touché par la violence depuis 2015, indique le communiqué. «Ayant abandonné leurs moyens d'existence, ces personnes ont d'importants besoins humanitaires, surtout en ce début de période de soudure où la nourriture vient à manquer», note le CICR, pointant également le difficile accès aux soins de santé et à l'eau.

La région du nord du Burkina Faso, frontalière du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques terroristes régulières depuis quatre ans, qui ont fait plus de 400 morts.

Depuis le début de l'année 2019, la province du Soum, dans la région du Sahel, est confrontée à une aggravation des attaques armées, auxquelles s'ajoutent des conflits intercommunautaires. «Au vu des violences, de nouveaux déplacements de personnes sont à craindre», souligne le CICR, inquiet également de «l'accès des humanitaires aux populations vulnérables (qui) risque de demeurer précaire». «D'une façon générale, les perspectives humanitaires dans le pays sont préoccupantes», relève le CICR qui compte porter assistance à des déplacés dans d'autres régions du Burkina Faso. En juin 2017, le gouvernement burkinabè a lancé un Programme d'urgence sur trois ans (2017-2020), doté de 455 milliards de francs CFA (694 millions d'euros) pour améliorer la sécurité, l'éducation, la santé et l'approvisionnement en eau potable dans la région burkinabè du Sahel.

NIGERIA:

6 membres d'une même famille tués dans le centre-nord du pays

Six membres d'une même famille ont été tués par des hommes armés dans l'Etat de Plateau, dans le centre-nord du Nigeria, ont rapporté mardi des médias, citant un porte-parole de la police. L'attaque a eu lieu lundi soir lorsque des hommes armés non identifiés ont fait irruption dans une maison et ont tué plusieurs membres d'une même famille dans le village de Nakai Danwal, dans la région de Riyom, a indiqué le porte-parole de la police de l'Etat à Jos, la capitale de l'Etat de Plateau, Terna Tyopev, cité par des médias. M. Tyopev a fait savoir qu'un haut responsable de la police chargé de l'enquête s'était rendu sur les lieux pour évaluer la situation, et avait déployé des policiers armés dans la communauté locale pour éviter tout risque de représailles. Mardi, des dizaines d'hommes armés ont mené deux attaques sur des villages du nord du Nigeria, tuant 23 personnes qui étaient en train de manger avant le jeûne quotidien du Ramadan, selon des sources locales.

Selon l'un des chefs locaux, Lawal Isah Abdullahi, des hommes armés du district de Kauran Namoda, dans l'Etat de Zamfara, ont attaqué les villages voisins de Tunga et Kabaje, et «ont tué 23 personnes».

Des soldats, déployés pour sécuriser la zone, ont accompagné les rescapés jusqu'au lieu du massacre pour les protéger pendant qu'ils allaient chercher les corps et enterraient les victimes.

JOURNÉE MONDIALE SANS TABAC 2019: 165.000 enfants meurent avant l'âge de 5 ans à cause tabagisme passif

Quelque 165.000 enfants dans le monde, meurent avant l'âge de 5 ans à cause d'infections des voies respiratoires inférieures dues au tabagisme passif qui cause aussi une diminution de la croissance des poumons et de la fonction pulmonaire, alerte l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à la veille de la célébration de la Journée mondiale sans tabac.

«Les parents et les autres membres de la communauté doivent prendre des mesures protégeant leur propre santé et celle de leurs enfants des effets nocifs du tabac», exhorte l'Organisation onusienne sur son Site officiel, à l'occasion de la «Journée mondiale sans tabac 2019» qui sera célébrée vendredi dans le monde entier sous le thème «le tabac et la santé pulmonaire» qui sera axé sur les conséquences du tabagisme actif et passif dont les maladies respiratoires chroniques et le cancer du poumon.

L'abandon précoce du tabac «est le moyen le plus efficace» de ralentir la progression de ces maladies et d'atténuer les symptômes de l'asthme, a précisé l'OMS, soulignant que «le tabagisme actif et l'exposition à la fumée du tabac augmentent le risque de contracter de nombreuses maladies».

En effet, plus des deux tiers des décès dus au cancer du poumon dans le monde, sont causés par ce type de tabagisme actif, alerte l'Organisation onusienne, tandis que le tabagisme passif, «augmente le risque de contracter un cancer du poumon en tant que non-fumeur».

S'ajoutent à cette pathologie grave, les maladies respiratoires chroniques, à l'image de l'asthme et des maladies pulmonaires obstructives chroniques (broncho pneumopathie chronique obstructive, BPCO), notamment pour ceux qui commencent à fumer très jeunes. «Le tabagisme est la principale cause de maladies pulmonaires obstructives chroniques, qui entraînent une toux douloureuse et des difficultés respiratoires angoissantes.

Il intensifie également l'asthme, ce qui restreint l'activité et contribue à l'invalidité», ajoute l'OMS.

De plus, la fumée du tabac a des conséquences majeures pour les fumeurs comme les non-fumeurs, dont des enfants exposés involontairement au domicile ou sur le lieu de tra-



vail pour les adultes Ils courent plus de risques d'attraper fréquemment des infections des voies respiratoires basses et de voir apparaître ou s'aggraver de l'asthme, des pneumonies et des bronchites, sachant aussi, que les composants chimiques de la fumée de tabac peuvent même déclencher des infections tuberculeuses latentes.

Malgré des données convaincantes sur les effets nocifs du tabac pour les poumons, on continue de sous-estimer le potentiel de la lutte pour améliorer la santé pulmonaire.

En outre, la fumée du tabac est considérée en tant qu'une «forme très dangereuse» de pollution à l'intérieur des habitations.

Elle contient plus de 7000 produits chimiques, dont 69 sont connus pour être cancérigènes.

Dans la plupart des pays de la Région européenne de l'OMS, le cancer du poumon est le plus meurtrier des cancers. Quelque 430.000 personnes sont décédées de cet type de maladie grave dans la Région en 2018, et plus

d'un demi-million de nouveaux cas ont été diagnostiqués durant la même année.

En plus, 3,6 % des décès enregistrés dans la Région en 2017, étaient dus à des maladies BPCO, selon les dernières statistiques disponibles. Selon l'OMS, les pays devraient riposter à l'épidémie de tabagisme par l'application totale de la Convention-cadre de l'Organisation et l'adoption des mesures «MPOWER» au plus haut niveau possible.

Parmi ces mesures, on cite l'augmentation des taxes sur le tabac, la mise en œuvre de politiques antitabac, le soutien au sevrage tabagique, la sensibilisation par les médias, l'interdiction de toutes les formes de promotion.

«Pour atteindre la cible des objectifs de développement durable (ODD) afin de réduire d'un tiers, d'ici à 2030, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles, la lutte antitabac doit être une priorité pour les gouvernements et les communautés dans le monde entier», estime encore l'OMS.

INTEMPÉRIES:

3 morts dans un glissement de terrain à Abidjan

Un glissement de terrain consécutif à de fortes pluies qui se sont abattues lundi sur Abidjan a emporté des habitations précaires au quartier populaire Yopougon, faisant trois morts dont un bébé de deux semaines, ont rapporté mercredi des médias.

«Lundi 27 mai 2019 aux environs de 19h00, le Groupement des sapeurs-pompiers militaires (GSPM) est alerté pour l'effondrement d'une baraque à Yopougon (...) Le père de famille s'en est sorti tandis que trois autres membres de la famille (l'épouse, la belle-mère et le nouveau-né de deux semaines) manquent à l'appel», rapporte le GSPM dans un communiqué.

«Après une fouille minutieuse des décombres, le corps de la belle-mère est découvert vers 21h.

Les recherches ont été interrompues à 21h30.

Elles reprendront à 06h30 ce matin et le corps

de la mère de famille est découvert vers 09h suivi de celui du bébé vers 12h», précise la même source.

De son côté, le préfet d'Abidjan Vincent Toh Bi Irié qui était sur le lieu du sinistre pour s'enquérir de la situation a invité à son tour, dans une note d'information publiée sur sa page officielle facebook, les populations d'Abidjan résidant dans les zones classées à risques de quitter ces lieux, estimant que la protection de la vie des populations est la «priorité» du gouvernement.

Dans la foulée, il a annoncé également la disparition d'une écolière de 10 ans dans les eaux de ruissellement et dont le corps est encore recherché.

La Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (SODEXAM) a annoncé des excédents pluviométriques cette année en Côte d'Ivoire

par rapport à la saison des pluies de l'année dernière.

En 2018, rappelle-t-on, de fortes pluies survenues le mois de juin ont fait 20

morts dans tout le pays dont 18 décès à Abidjan, un mort à Tiassalé (Sud) et un autre à Guibéroua dans le centre-ouest ivoirien.

CHINE:

5 personnes trouvent la mort dans une mine de charbon

Cinq personnes ont été tuées et une autre a été blessée dans un accident survenu dans une mine de charbon dans la province du Hunan (centre), ont annoncé mercredi les autorités locales.

Six personnes se sont retrouvées piégées au moment de l'accident qui s'est produit mardi vers 05h10 dans la mine de charbon de Xinglong à Longtan, bourg du district de Jiabe de la ville de Chenzhou.

Elles ont pu être secourues et ont été transportées dans un hôpital local.

Cinq d'entre elles ont succombé malgré les soins. Le blessé toujours hospitalisé est sous traitement.

Les premiers éléments de l'enquête ont démontré que la cause de l'accident était une fuite de gaz dans la mine, privant les mineurs d'oxygène.

Le gouvernement local traite les suites de l'accident.

MEXIQUE: Interception de près de 300 migrants clandestins d'Amérique centrale

Près de 300 migrants clandestins d'Amérique centrale ont été arrêtés, mardi, lors d'une opération des forces de l'ordre mexicaines dans l'Etat du Chiapas, à la frontière avec le Guatemala, a indiqué mercredi le procureur général.

Ces migrants illégaux, dont plusieurs dizaines de mineurs, étaient répartis dans neuf autocars qui s'apprêtaient à prendre la route à partir du quartier San Agustín, dans la ville de Comitán (sud du pays), à destination de la frontière américaine, a précisé le parquet dans un communiqué.

Cette opération s'est soldée par l'arrestation de 9 trafiquants de migrants, a souligné la même source. Cette caravane de migrants, qui comptait des Guatémaltèques et des Salvadoriens, est entrée illégalement sur territoire mexicain par le pont international de Rodolfo Robles qui relie le Mexique au Guatemala.

L'opération d'arrestation intervient alors que le président mexicain Andrés Manuel López Obrador avait indiqué vouloir freiner le flux de migrants centraméricains qui traversent le Mexique à destination des Etats-Unis, afin notamment de garantir leur sécurité.

Depuis octobre, des milliers de migrants originaires d'Amérique



centrale, formant des caravanes, ont traversé le Mexique dans l'espoir d'entrer aux Etats-Unis et d'échapper ainsi à la violence et à la pauvreté dans leurs pays.

Amnesty International a récemment déploré que le Mexique expul-

sait des milliers de migrants originaires d'Amérique centrale sans prendre en compte leur droit à être traités comme de potentiels réfugiés, par exemple s'ils sont persécutés par des organisations criminelles dans leur pays.

BRÉSIL: Transfert de prisonniers dangereux sur décision du ministère de la Justice

Neuf détenus soupçonnés d'avoir ordonné les massacres qui ont fait 55 morts en deux jours dans plusieurs prisons du nord du Brésil vont être transférés dans la semaine vers des établissements de haute sécurité, ont annoncé mardi les autorités locales.

Le ministre de la Justice et de la Sécurité publique Sergio Moro avait déjà annoncé dans la nuit de lundi à mardi que des places seraient libérées dans des prisons fédérales.

C'est dans ces prisons de haute sécurité que sont envoyés généralement les détenus les plus dangereux, notamment les leaders de factions criminelles, pour les isoler d'autres prisonniers. La plupart des victimes de lundi ont été tuées par étranglement.

L'administration pénitentiaire a expliqué que l'intervention rapide de la police militaire dans les prisons avait permis d'éviter un bilan de «près de 200



possibles victimes». Le ministre a également annoncé l'envoi d'une «équipe d'intervention» dans les prisons de l'Etat d'Amazonie (Amazonas en portugais), où la surveillance a été renforcée et les visites suspendues pour un mois.

Le gouverneur Wilson Lima a indiqué mardi à la presse locale que 20 hommes devaient arriver en renfort dans la journée et 80 autres d'ici la fin de la

semaine. Trois des quatre prisons où les massacres ont été perpétrés lundi sont très proches les unes des autres et situées non loin de Manaus, la capitale de l'Etat d'Amazonie.

Dimanche déjà, 15 corps avaient été retrouvés au complexe pénitentiaire Anísio Jobim (Compaj), à l'issue de ce que les autorités locales ont décrit comme une «rixe entre détenus».

Lundi, quatre autres

prisonniers ont été tués dans cet établissement, théâtre en janvier 2017 d'une rébellion sanglante qui avait duré une vingtaine d'heures et avait fait 56 morts, un des pires massacres de l'Histoire dans des prisons brésiliennes.

Le Secrétariat à l'Administration pénitentiaire d'Amazonie (Seap) a indiqué dans un communiqué que cette tuerie avait été «motivée par un conflit interne entre membres d'une même faction de narcotrafiquants».

Avec près de 727 000 détenus recensés en 2016, le Brésil compte la troisième population pénitentiaire du monde, souvent secouée par des drames liés aux affrontements entre gangs rivaux.

La capacité des prisons est deux fois moindre, environ 368 000 places, la plupart avec des conditions insalubres, dans ce pays de près de 210 millions d'habitants qui est l'un des plus violents au monde.

NIGER: Le secteur de la santé paralysé par une grève de trois jours



Le secteur de la santé au Niger est paralysé par une grève de trois jours entamée par les médecins spécialistes depuis lundi sur l'ensemble du territoire national pour revendiquer du gouvernement une amélioration de leurs conditions de vie et de travail, ont rapporté mardi, des médias.

Selon des médias, le service était resté perturbé mardi matin dans la plupart des hôpitaux et la maternité centrale de la capitale, ainsi qu'au niveau de plusieurs autres structures sanitaires publiques et privées.

Selon le secrétaire général du syndicat des médecins spécialistes, Dr Konguizé Zibérou, cité par des médias, ce mouvement de grève devait «rappeler» aux autorités les revendications des médecins «en souffrance» depuis plusieurs années.

Les grévistes demandent au gouvernement notamment de mettre un terme à une «injustice sociale», d'instaurer l'équité en rehaussant leur indice de base, proportionnellement à leur niveau d'études (4 à 5 ans de spécialisation après le doctorat) et en leur attribuant une grille salariale propre.

Le gouvernement a rejeté leur revendication et dit «ne pas pouvoir supporter le paiement d'avantages supplémentaires» à ces spécialistes, en dehors de la prime de spécialisation dont ils bénéficient déjà.

En outre, les médecins grévistes ont demandé la création de conditions de travail minimales pour donner les soins de qualité à la population ainsi que les moyens de travail nécessaires.

«Tout agent de l'Etat qui part se former pendant un an, bénéficie d'un reclassement à son retour», a fait savoir M. Zibérou, mais «malheureusement pour le médecin, après le doctorat, il fait quatre, voire sept ans de spécialisation, sans bénéficier d'un reclassement, ce qui est assez dommage», a-t-il regretté. Pour M. Zibérou, «les autorités ont obligation de régler cette situation, si elles veulent avoir un système de santé assez performant et qui soit accessible pour tous».

ZIMBABWE: 9 mineurs illégaux tués dans des explosions souterraines

Au moins neuf mineurs illégaux ont été tués au Zimbabwe dans des explosions dans une mine d'or à Mazowe, dans le nord de la capitale Harare, a annoncé la police mardi.

«Nous confirmons que huit personnes sont mortes dimanche soir dans la mine Jumbo à Mazowe et une autre plus tard dans une autre explosion sous terre», a déclaré le porte-parole de la police, Paul Nyathi. «Leurs corps ont été récupérés et l'enquête est en cours pour déterminer comment ils sont entrés dans la mine dont l'entrée était gardée», a-t-il poursuivi. «Une personne souffre de fractures et a été hospitalisée. On nous dit qu'il pourrait y avoir plus de blessés», a précisé le policier. L'entreprise propriétaire de la mine a confirmé le drame, précisant qu'aucun de ses employés ne figurait parmi les victimes. «Les mineurs illégaux sont entrés dans la mine et ont procédé à des explosions illégales», a-t-elle expliqué dans un communiqué.

«Malheureusement, neuf personnes ont été tuées.» Le Zimbabwe abrite de nombreux minerais dans son sous-sol, dont du platine, des diamants, de l'or, du charbon ou du cuivre.

Faute d'emploi dans ce pays d'Afrique australe où le chômage avoisine les 90%, de nombreux hommes survivent en travaillant dans des mines désaffectées ou pénètrent illégalement dans des mines toujours exploitées. En février, au moins 24 mineurs illégaux avaient été tués au fond de puits abandonnés et inondés à la suite d'orages, dans le centre du Zimbabwe.

APS

ETATS-UNIS: Un mort et d'énormes dégâts après des tornades dans l'Ohio

Le passage de tornades mardi dans l'Etat américain de l'Ohio a fait un mort, plusieurs blessés et d'énormes dégâts, selon des médias locaux. La victime est un homme âgé de 81 ans, qui est mort «pendant la tempête après qu'un véhicule s'est écrasé contre son domicile», a déclaré à la presse le maire de la ville de Celina, Jeffrey Hazel.

De nombreuses maisons ont été détruites ou endommagées à travers l'Ohio et des arbres déracinés.

Certaines parties de cet Etat situé dans le centre des Etats-Unis sont

aussi menacées de crues, a indiqué le service météorologique national.

«Les dégâts sont importants et de nombreux citoyens sont toujours privés des services de base», a dit devant les journalistes la maire de Dayton, Nan Whaley.

«Deux installations de traitement d'eau et des stations de pompage sont privées d'électricité.

Les premiers secours conduisent des opérations de sauvetage et de nettoyage», a indiqué la ville de Dayton.

Les secouristes ont fermé les

conduites de gaz et cherchaient les habitants prisonniers de décombres, selon les autorités locales.

Le président américain Donald Trump a annoncé via Twitter qu'il avait débloqué des fonds fédéraux.

Kylie Post, une habitante de Celina, a raconté à Cincinnati.com, avoir couru se mettre dans la baignoire avec son fils, un matelas au-dessus de la tête, dès que les sirènes ont commencé à hurler.

La tornade de lundi est la troisième à toucher le centre des Etats-Unis cette semaine.

TORTICOLIS

On détend la contracture

Au saut du lit, en tournant la tête pour regarder son réveil, on entend un petit bruit dans le cou. Une douleur vive s'installe en quelques minutes et devient de plus en plus aiguë... Aïe, c'est un torticolis !

Un mouvement brusque de la tête peut élargir une petite fissure dans un disque cervical, jusque-là indolore. Le torticolis est peut aussi être dû à une mauvaise position de la tête sur l'oreiller, la nuit, lors d'un trajet en voiture, en train ou en avion. Les douleurs cervicales peuvent aussi provenir d'une arthrose et être favorisées par le stress et les tensions musculaires.

Les gestes qui soulagent vite

— Avant tout le repos. Le torticolis guérit en deux ou trois jours si on ménage sa nuque et abaisse le seuil douloureux avec un antalgique (paracétamol).

— Des compresses chaudes, un bon bain détendent les muscles et contribuent à diminuer la douleur.

— Garder le cou immobile, en portant éventuellement une serviette éponge pliée à la bonne hauteur et fixée avec un sparadrap.

— Si la douleur est intense, le port d'un collier cervical, peut-être conseillé (en pharmacie).

Quand consulter ?

— Voir un kinésithérapeute, un ostéopathe ou un chiropraticien permet souvent de retrouver plus vite la mobilité de la tête. Entre les séances, le port d'un collier cervical sera souvent conseillé. Mais attention, pour une période brève (une semaine) car l'immobilité prolongée atrophiait les muscles.

Quels traitements si ça dure ?

— S'il s'agit d'une arthrose cervicale douloureuse, ce que les radios auront montré, les anti-inflammatoires par voie orale ou en infiltrations ont de fortes chances d'être efficaces. Les manipulations, elles,

sont déconseillées. En cas de tension musculaire, les traitements physiques donnent en revanche de bons résultats. « Certains kinésithérapeutes et ostéopathes pratiquent une rééducation appelée « occulo-céphalo-gire », des mouvements combinés des yeux, de la tête et de la langue dans un sens opposé pour gagner en amplitude sans forcer », explique ajoute Emmanuel Pétissigne.

Peut-on bouger un cou sensible ?

— Dès que cela va mieux, l'immobilité est pire que tout ! Il faut faire travailler ses muscles régulièrement pour les tonifier et stimuler la colonne, améliorer sa mobilité et favoriser les processus de réparation », insiste le Dr Jean-Yves Maigne. Piscine, gymnastique, yoga, kinésithérapie. Tout cela contribue à limiter l'impact des douleurs sur la vie de tous les jours.

Que faire pour éviter les récurrences ?

— Il faut changer ses habitudes : adapter la position de son poste de travail (hauteur du siège, position de l'écran d'ordinateur), étirer son dos et sa nuque régulièrement dans la journée, ajuster la hauteur de l'appui-tête dans la voiture... Pour dormir, mieux vaut choisir un oreiller que l'on peut « mettre en forme » selon sa morphologie et qui maintient la tête dans l'axe, que l'on soit sur le côté ou sur le dos. Et éviter la position sur le ventre qui oblige à torde la nuque.

Le conseil d'un chiropraticien

— Dès que possible, on pratique des exercices de « renforcement statique » : on exerce une pression avec une main sur la droite de la tête, qui doit résister



pour ne pas bouger. Puis on fait de même sur la gauche, l'avant, l'arrière... Non douloureux, ces exercices permettent

d'entretenir la musculature profonde du cou et de compenser les tensions dues à l'arthrose.

La sciatique : on bouge dès qu'on peut

La sciatique a « mauvaise réputation » car elle peut clouer au lit plusieurs jours et rester douloureuse et handicapante pendant des mois. Mais le plus souvent, c'est une affection qui guérit en une semaine. La sciatique est causée par une irritation de la racine du nerf sciatique, à sa sortie de la moelle épinière, entre deux disques intervertébraux du bas du dos. Les douleurs suivent le trajet du nerf. Elles démarrent dans la fesse, descendent vers la cuisse, vont parfois dans le mollet et même jusqu'au pied. Dans 85 % des cas, l'irritation du nerf est due à une hernie discale. La deuxième cause la plus fréquente est le rétrécissement du canal lombaire par l'arthrose.

Que faire lors des premières 48 heures ?

— consulter un médecin si la douleur est très gênante ou survient pour la première fois. Il évaluera la gravité et décidera du traitement et de la nécessité (exceptionnelle) d'opérer rapidement.

— le repos et les antidouleurs peuvent suffire si elle est «

connue » et supportable.

— s'allonger un peu dans la journée pour se reposer lorsque la position debout ou assise n'est pas trop pénible

— rester au lit deux ou trois jours dans les cas les plus douloureux.

— les antidouleurs sont indispensables : paracétamol, puis si nécessaire, antalgiques plus puissants voire morphine. La prise d'anti-inflammatoires est plus discutée, de même que les infiltrations, car leur efficacité n'est pas systématique. Les myorelaxants, longtemps prescrits, n'ont aucun effet sur la sciatique », indique le Dr Jean-Yves Maigne.

— Se mettre debout dès que l'on peut bouger. Avant, on conseille du repos mais on sait aujourd'hui qu'il ne doit pas se prolonger, car il atrophiait les muscles du dos, enraidit la colonne et ralentit la guérison.

Et après la phase aiguë ?

— des massages et des exercices adaptés accélèrent la récupération lorsque la douleur a bien diminué. L'objectif

est de décontracter les muscles pour lever les tensions. Les kinés utilisent des techniques de physiothérapie (ultrasons, hydrojet sur lit flottant, etc.). On travaille ensuite sur l'assouplissement du bassin et la musculature des abdominaux et du dos », explique Emmanuel Pétissigne.

— L'ostéopathie et la chiropratique sont également indiquées. « Les chiropraticiens utilisent la technique Cox, associée au non à des manipulations. Ces mouvements précis de traction très lents et indolores « ouvrent » la colonne lombaire et mobilisent le segment douloureux », explique Karl Vincent.

— La technique Mc Kenzie, encore peu connue en France, donne aussi de bons résultats : le kiné ou le chiropraticien montre des exercices dans le sens opposé à celui qui fait mal, à pratiquer chez soi une à deux fois par jour.

— porter une ceinture lombaire pour étirer la colonne lombaire. Elle peut être portée toute la journée en période de crise ou en préventif pour faire le ménage ou jardiner.

Syndrome de fatigue chronique : bientôt diagnosticable

Le syndrome de fatigue chronique serait détectable grâce à des indices visibles par imagerie cérébrale selon une nouvelle étude scientifique américaine.

Les patients atteints du syndrome de fatigue chronique auraient leurs ganglions de la base, ou noyaux gris centraux, moins actifs, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *PLoS ONE*. Ces ganglions correspondent à une zone du cerveau impliquée dans l'activité motrice et la motivation. Ces recherches sont extrêmement encourageantes, car ce syndrome (SFC) était jusqu'à présent indiattribuable et terriblement handicapant pour les malades.

Le syndrome de fatigue chronique est un état de fatigue chronique et répétée qui ne diminue pas après le repos et qui souvent n'a pas de cause identifiée. La fréquence de cette maladie a été estimée par l'OMS entre 0,4% et 3%.

« À ce jour, aucun marqueur biologique ou organique ne permet d'identifier ce syndrome. C'est un diagnostic difficile qui requiert l'exclusion des autres maladies responsables de fatigue chronique (exemple: cancer, maladies endocrines, maladies inflammatoires systémiques, psychiatriques, auto-immunes...) », rappelle l'Association française du syndrome de fatigue chronique.

Les patients atteints du syndrome de fatigue chronique consistent en plus de la persistance d'un état de fatigue continu et sévère, des ganglions cervicaux ou axillaires sensibles, des troubles de la mémoire ou de la concentration, des maux de tête et un état fébrile.

Des indices visibles grâce à l'imagerie cérébrale

Les chercheurs de l'Université Emory ont suivi 18 patients atteints de ce syndrome et 14 témoins sains. Ils ont comparé par imagerie magnétique fonctionnelle (fMRI) l'activation des neurones dans les noyaux gris centraux des volontaires.

« Nous avons choisi de comparer l'activité de ces ganglions, car ils sont les principales cibles de l'inflammation dans le cerveau, elle-même facteur de SFC. Plusieurs troubles neurologiques impliquent un dysfonctionnement des noyaux gris centraux dont la maladie de Parkinson et la maladie de Huntington » explique Andrew H. Miller du département de psychiatrie et co-auteur de l'étude. Les résultats de ces comparaisons suggèrent que le symptôme de la fatigue chronique est associé à une activité réduite des noyaux gris centraux.

Nodules thyroïdiens Sont-ils forcément inquiétants ?

La thyroïde peut présenter un, voire plusieurs nodules, c'est-à-dire des petites boules plus dures à la surface de la glande. C'est une anomalie fréquente puisque plus de 30% des femmes en développent au cours de la vie, avec une accélération après 50 ans. La bonne prise en charge.

De nombreuses études pointent pourtant du doigt le caractère encore trop systématique de l'ablation de la thyroïde en cas de nodules. Dernière en date, celle de l'Assurance Maladie qui a analysé le parcours de soins de 35 300 patients opérés en 2010. Verdict : pour 4 cancers opérés, on opère 3 nodules bénins. Pour faire baisser ce chiffre et donc limiter le nombre d'opérations non justifiées, la Société Française d'Endocrinologie a émis en 2011 de nouvelles recommandations et invité les médecins à suivre une procédure bien précise en présence de nodules.

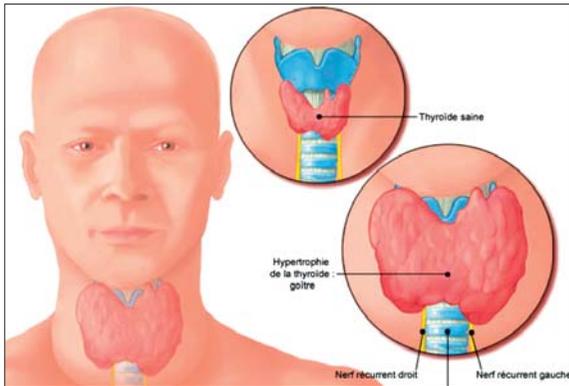
Dans tous les cas : une échographie et un dosage TSH

Le généraliste, le médecin du travail détecte un nodule en palpant la thyroïde ? Cette petite grosseur est découverte à l'occasion d'une échographie de contrôle de la thyroïde ou par hasard lors d'un scanner thoracique, d'un doppler cervical ? Pas d'affolement. Il faut avant tout le faire analyser, ce qui passe par deux examens : une échographie de la thyroïde pour la caractériser et un dosage sanguin de la TSH pour évaluer le fonctionnement de la glande.

- Si le nodule mesure moins de 10 mm : sauf rares exceptions, le médecin se contentera de vous prescrire un contrôle au bout de six mois pour confirmer le caractère bénin de la grosseur et si rien n'a bougé, une surveillance annuelle sera mise en place.

- Si le nodule mesure entre 10 et 20 mm : la décision de pousser plus loin les investigations, en pratiquant notamment une cytoponction, va dépendre de plusieurs éléments : vos antécédents personnels (irradiations cervicales à l'occasion de radios durant l'enfance), vos antécédents familiaux (nodules ou cancers thyroïdiens) et différents données sur l'aspect du nodule (voir encadré).

- Si le nodule mesure plus de 20 mm : l'échographie est systématiquement complétée par une cytoponction. Praticée par un endocrinologue, un radiologue ou encore un ORL, rods à cet exercice, la cytoponction dure 10-15 minutes. Ne vous laissez pas impressionner par l'aiguille permettant de prélever des cellules dans le nodule, elle est tellement fine qu'il est inutile de craindre une anesthésie locale. Les cellules prélevées sont ensuite étalées sur des lames de verre pour être



analysées au microscope. Les complications sont rares mais il est indispensable d'informer le médecin si vous prenez certains médicaments. Les anticoagulants et les antiagrégants plaquettaires augmentent le risque d'hémorragie.

- Si le nodule mesure plus de 40 mm : Même lorsqu'ils sont bénins, des nodules volumineux peuvent être source de complications : compression de la trachée, hémorragie, hyperthyroïdie... Voilà pourquoi les médecins préfèrent généralement intervenir chirurgicalement quand un nodule dépasse 40 mm.

Hypothyroïdie : reconnaître les symptômes

L'hypothyroïdie, c'est-à-dire l'insuffisance d'hormones thyroïdiennes dans le sang, entraîne un ralentissement du métabolisme. Tout l'organisme semble fonctionner comme en sous-régime. Mais parce que les symptômes sont souvent discrets au début, le diagnostic met parfois du temps à être posé. Si vous présentez plusieurs des signes présentés ci-dessous, parlez-en à votre médecin.

Signes généraux de l'hypothyroïdie

- fatigue physique, intellectuelle et psychique
- prise de poids
- frilosité

- baisse de la libido
- troubles de la mémoire
- déprime

Signes particuliers de l'hypothyroïdie

- pouls lent,
- hypertension artérielle. L'hypothyroïdie non traitée est un facteur de risque cardio-vasculaire, majoré chez la femme ménopausée non traitée,
- épaississement de la peau du visage et du cou, peau sèche et froide, teint pâle cireux, chute de cheveux et ongles cassants,
- crampes, fatigabilité musculaire, fourmillements au niveau des extrémités, syndrome du canal carpien,
- transit intestinal ralenti,
- grosse langue, voix rauque, ronflements, baisse de l'audition,
- ménorragies (règles plus abondantes) irrégulières, fausses couches spontanées.

A quoi est due l'hypothyroïdie ?

Dans 20% des cas, le dérèglement est lié à une maladie auto-immune, la maladie de Hashimoto. Elle est confirmée par la présence d'anticorps antithyroïdiens dans le sang. Des troubles au niveau de l'hypophyse, la prise de médicaments (pour le cœur...) et bien entendu l'ablation de la thyroïde vont aussi se traduire par une hypothyroïdie. Mais parfois, aucune cause

n'est identifiée en dehors du vieillissement de la glande.

Comment se traite l'hypothyroïdie ?

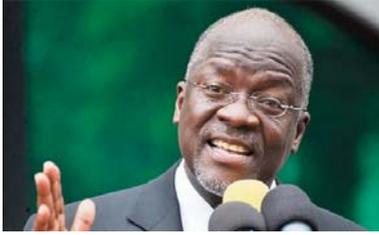
Là encore, le médecin décide en fonction de l'intensité de la baisse hormonale. Quand le manque est manifeste et gênant, le traitement repose sur la prise quotidienne et à vie d'hormones thyroïdiennes, sous forme de lévothyroxine (Lévothyrox® et ses génériques) dont la dose n'est pas toujours facile à déterminer au début. Et qu'il faut réévaluer régulièrement.

Les traitements par lévothyroxine font l'actu

Près de 3 millions de Français sont traités lévothyroxine, une consommation qui a explosé depuis 20 ans, selon l'agence du médicament. Compte tenu du meilleur dépistage de cette maladie et du vieillissement de la population, ce chiffre n'est pas surprenant. Ce qu'il est, pour l'agence, c'est l'absence de dosage de la TSH chez 30% des malades traités. Il est pourtant indispensable pour justifier le traitement. Reste le problème de sa disponibilité.

Les ruptures répétées de stock de Lévothyrox dans les pharmacies conduisent à utiliser d'autres produits, similaires, mais dosés différemment dont moins faciles à utiliser.

DIPLOMATIE: Le président tanzanien en visite officielle au Zimbabwe



Le président tanzanien, John Magufuli a entamé mardi une visite officielle de deux jours au Zimbabwe. M. Magufuli a été accueilli à l'aéroport international Robert Gabriel Mugabe par son homologue zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, avant de passer en revue la garde d'honneur. Le président tanzanien est venu de Namibie où il a effectué une visite d'Etat de deux jours après avoir assisté samedi à l'investiture du président sud-africain Cyril Ramaphosa.

M. Mnangagwa s'était rendu en Tanzanie en juin dernier dans le cadre d'une tournée dans des plusieurs pays d'Afrique pour les remercier de leur soutien après son accession au pouvoir en novembre 2017.

Pendant sa visite en Tanzanie, les deux dirigeants sont convenus de continuer à renforcer leur coopération dans les domaines de l'économie et du commerce.

NIGÉRIA/VIOLENCES: Plus de 20.000 déplacés vers le Niger depuis avril

Plus de 20.000 personnes ont été contraintes de se réfugier au Niger depuis avril en raison d'une récente flambée de violence dans le nord-ouest du Nigeria, a indiqué le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

«La majorité des nouveaux arrivants sont des femmes et des enfants», a précisé le porte-parole du HCR à Genève, Babar Baloch, cité par des médias. Après leur arrivée dans la région de Maradi, au Niger, les personnes qui ont fui le Nigeria disent avoir assisté à «des déchaînements de violence contre des civils, dont des attaques à la machette, des enlèvements et des violences sexuelles». Toutefois, l'agence onusienne note que cette dernière recrudescence de la violence «n'est pas liée au groupe terroriste Boko Haram». Des personnes fuiraient pour diverses raisons, notamment des affrontements entre agriculteurs et éleveurs de différents groupes ethniques, ainsi que des enlèvements contre rançon dans les Etats nigériens de Sokoto et Zamfara.

Dans ces conditions, le HCR «s'inquiète de la détérioration de la sécurité au Nigeria» et collabore étroitement avec les autorités nigériennes pour fournir des prestations de base et enregistrer les nouveaux arrivants. Plus de 18.000 personnes ont déjà suivi le processus initial d'inscription jusqu'à présent. Le HCR, d'autres agences onusiennes, ainsi que les partenaires, étudient avec le gouvernement la possibilité de les transférer dans des villes et des villages situés plus à l'intérieur des terres.

Toutefois, les violences perpétrées par des éléments de Boko Haram dans la région de Diffa se sont également intensifiées de façon considérable depuis 2018, avec un très lourd bilan en termes de victimes civiles ainsi que des mouvements secondaires sans précédent dans la région. A l'heure actuelle, la région de Diffa accueille près de 250.000 personnes déracinées, dont des réfugiés nigériens et des citoyens nigériens déplacés dans leur propre pays.

L'agence onusienne note que le Niger garde ses frontières ouvertes malgré la violence qui continue de sévir dans plusieurs pays voisins au Nigeria, au Mali et, plus récemment, au Burkina Faso.

CRISE AU SOUDAN: L'UA réitère son appel au dialogue pour une solution rapide

L'Union africaine a réitéré, mercredi, son appel à une solution rapide à la crise actuelle au Soudan, insistant sur le dialogue et le respect de la volonté du peuple soudanais, ont rapporté mercredi des médias locaux.

«Nous réaffirmons le besoin urgent d'une résolution rapide de la crise actuelle basée sur le respect de la volonté et des aspirations du peuple soudanais d'une transition démocratique», a déclaré l'Union africaine dans un communiqué.

L'organisation panafricaine a exprimé, également, sa «profonde préoccupation face à la situation au Soudan et à ses conséquences pour le pays, la région et le continent africain», a poursuivi la même source.

L'UA a appelé, en outre, «tous les Soudanais à défendre les intérêts de leur pays avant toute autre considération», invitant «l'armée et les représentants des forces civiles à travailler ensemble pour trouver une solution globale à la crise».

«L'Union africaine continuera d'aider le Soudan à s'engager de manière positive et loyale dans un processus conduisant à une solution politique globale», a déclaré le commissaire africain chargé de la Paix et de la Sécurité, Smail Chergui, qui s'est exprimé après sa rencontre lundi avec le chef du Conseil militaire de la transition au Soudan, Abdul Fattah Burhan. «Nous estimons que les Soudanais ont la capacité de créer une nouvelle phase pour leur pays», a souligné M. Chergui, affirmant avoir échangé avec le chef du Conseil de transition leurs points de vue sur la



situation au Soudan. «L'Union africaine est prête à soutenir le processus de dialogue en cours et à faciliter le soutien international en faveur de la stabilité et du développement au Soudan», a fait savoir, également, le Commissaire africain chargé de la Paix et de la Sécurité.

La réaction de l'UA intervient au lendemain de la grève générale de deux jours initiée par les mouvements de contestation soudanaise, réclamant la mise en place d'un «gouvernement civil», plus de six semaines après la destitution du président Omar al-

Bachir. Des employés de l'aéroport, de la Banque centrale, de la compagnie nationale d'électricité, ou encore des fonctionnaires du parquet général, ont annoncé leur participation à cet arrêt de travail de 48 heures prévu mardi et mercredi.

Ce mouvement de débrayage a été engagé par les mouvements contestataires après l'impasse dans les négociations avec le Conseil militaire de transition autour de la composante du Conseil souverain, l'organe qui doit diriger le pays durant la transition jusqu'aux prochaines élections.

AFRIQUE DU SUD: La loi sur la taxe carbone finalement adoptée après 9 ans de tractation

La loi sur la taxe carbone a été ratifiée, en Afrique du Sud, après de nombreuses années de report.

Dans sa première phase qui s'étendra du 1er juin à décembre 2022, la taxe sera de l'ordre de 120 rands (8,34 dollars) par tonne équivalent de dioxyde de carbone.

Les exonérations prévues permettront une réduction de 6 à 48 rands de

cette taxe par tonne d'émission, a affirmé le Trésor public sud-africain qui a annoncé la nouvelle.

«Une revue de l'impact de la taxe sera effectuée avant la détermination de la seconde phase. Elle prendra en compte les progrès faits dans le cadre de la réduction des gaz à effet de serre prévue dans notre contribution nationale à la lutte

contre le réchauffement climatique», a affirmé le Trésor sud-africain. Cette seconde phase sera mise en œuvre entre 2023 et 2030. L'initiative qui a été prise par l'un des pays les plus pollués du continent depuis 2010, a été reportée au moins trois fois à cause des réticences exprimées par les secteurs les plus pollués. Les compagnies

minières, métallurgiques et électriques avaient en effet estimé qu'une telle taxe éroderait leur marge de profit et ferait grimper les prix de l'électricité.

Si les industries émettrices se plaignent de cette taxe, les activistes climatiques quant à eux, estiment que même si elle est la bienvenue, elle ne sera pas suffisante.

UE: Près de 100 millions d'euros au profit de la Corne de l'Afrique

Près de cent (100) millions d'euros seront mobilisés par l'Union européenne (UE) au profit des personnes les plus vulnérables dans la Corne de l'Afrique, a annoncé mercredi la Commission européenne.

Les 99,5 millions d'euros approuvés par l'UE, «permettront d'aider les communautés vulnérables, contribuant ainsi directement à la paix et à la stabilité» dans la région, a précisé le commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement, Neven Mimica, cité dans un communiqué de la commission relayé par des médias.

Cette aide s'inscrit dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique, créé en 2015 en vue de remédier aux causes profondes de l'instabilité, des migrations irrégulières et des déplacements forcés, selon le texte.

Ainsi, sept (7) nouveaux programmes ont été adoptés par la



Commission européenne, au même titre que des fonds supplémentaires pour deux projets existants, dans le but de soutenir les efforts déployés actuellement pour aider les personnes les plus vulnérables qui se trouvent dans les pays de la Corne de l'Afrique, notamment le Soudan du Sud, le

Soudan, l'Ethiopie et la Région des Grands Lacs. Les questions migratoires dans cette région, qui accueille le plus grand nombre de réfugiés au monde, continueront à être prises en compte dans le cadre de la deuxième phase du programme pour une meilleure gestion des migrations (30 millions d'euros), indique encore l'exécutif européen.

En outre, de nouveaux fonds ont été approuvés pour deux programmes en cours au Kenya, dont un concerne la jeunesse (un million d'euros) et l'autre soutient la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent (un demi-million d'euros). Le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique compte désormais 200 programmes qui ont été approuvés pour les trois régions concernées (Afrique du Nord, Sahel/région du lac Tchad et Corne de l'Afrique) pour un montant total de près de 4 milliards d'euros.

CAMP DE RUKBAN EN SYRIE: Des réfugiés vivent dans des conditions «insupportables»

Des réfugiés syriens ayant réussi à fuir récemment le camp Rukban se trouvant en Syrie dans une zone sous contrôle américain ont fait part, mercredi, de leurs conditions de vie, qualifiées de «insupportables» endurées depuis plus de trois ans, ont rapporté des médias locaux.

Le camp de réfugiés de Rukban a pris pied à la frontière syro-jordanienne en 2014 après la fermeture de la frontière par Amman pour des raisons de sécurité.

La région, contrôlée par les forces américaines et des groupes armés illégaux, fait face à une grave crise humanitaire, a indiqué l'agence russe Tass.

Plus de 13 000 personnes ont réussi à quitter les lieux, tandis qu'environ 30 000 Syriens y sont toujours «séquestrés» dans des conditions «épouvantables», a ajouté l'agence russe.

Ces réfugiés syriens qui y vivent encore dans ce camp ne sont pas en mesure de payer les groupes qui agissent sous contrôle américain pour pouvoir quitter cette zone, a souligné l'agence russe.

La majorité des réfugiés interrogés ont souligné que des individus armés agissant sous le contrôle américain entravaient leur libre circulation. «Quand les gens ont commencé à quitter le camp, les individus armés ont reçu l'ordre de ne laisser sortir personne. Ils ont même été récompensés par une augmentation de salaire. Les Américains ne sont jamais entrés dans le camp, ils sont affectés à leur base, alors que les agents qui assurent le contrôle du camp disposent de véhicules et d'armes de fabrication américaine», a souligné Muhammad al-Amin, un des réfugiés parmi les rescapés.

Le camp ne dispose que d'un seul poste de secours médical. Selon le témoignage des déplacés syriens, il est impossible de s'y rendre, car la file d'attente est énorme. Certains ont dû attendre plusieurs mois pour avoir accès aux prestations de ce centre, dont les services sont suspendus au bon vouloir des éléments armés qui décident qui va consulter le médecin et qui ne le fera pas. Et lorsqu'un médecin prescrit



des médicaments, ils sont très peu parmi les réfugiés qui peuvent se le permettre.

L'ONU exprime son inquiétude

Les prix des denrées alimentaires dans le camp étaient également hors de portée, provoquant de la malnutrition et l'apparition de certaines maladies, notamment chez les enfants.

De nombreuses personnes sont décédées d'ailleurs des suites de maladies et avaient été enterrées à proximité du camp.

En outre, les réfugiés n'étaient pas autorisés à quitter le camp Rukban qu'après avoir payé une somme d'argent de 50 000 livres pour un adulte et 10 000 livres pour un enfant. Les autorités syriennes avec l'aide de la Russie ont mis en place des centres d'accueil et de prise en charge médicale des personnes qui ont pu quitter cette zone, en leur assurant notamment des soins, de l'hébergement temporaire et de la nourriture gratuite.

Moscou et Damas déclarent avoir besoin de 27 millions de dollars pour venir en aide aux populations de ce camp qui est considéré parmi les

plans grands dans le pays. Dans ce contexte, la sous-secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires, Ursula Mueller, a exprimé mardi son inquiétude quant à la dégradation de situation humanitaire en Syrie, évoquant des besoins importants d'aide humanitaire, notamment dans les camps de réfugiés.

S'exprimant devant les membres du Conseil lors d'une réunion consacrée à la situation humanitaire en Syrie, Mme Ursula Mueller a évoqué le cas du camp Rukban, soulignant que l'ONU dispose d'informations faisant état d'une «grave détérioration de la situation dans le camp de Rukban».

Des dizaines de milliers de personnes qui vivent dans le camp, à la frontière entre la Syrie et la Jordanie ont besoin d'assistance, a souligné la responsable onusienne tout en précisant que la nourriture, les médicaments et les autres produits de première nécessité livrés en février sont épuisés.

Selon Mme Mueller, un troisième convoi humanitaire à destination de Rukban reste essentiel pour éviter de nouvelles souffrances.

SOMMETS DE LA MECQUE: 390 journalistes pour la couverture des travaux

Plus de 390 journalistes et 59 chaînes de télévisions internationales, couvriront les travaux des trois sommets (Golfe, arabe et islamique) qui débiteront ce jeudi à la Mecque. Dans une déclaration à l'APS, le président du comité médiatique des trois sommets, Fahd Hassan Al-Akran a fait état du parachèvement des procédures médiatiques nécessaires engagées par le ministère de la Communication de l'Arabie Saoudite, ajoutant que 13 équipes de travail ont été mobilisées à cet effet.

A cette occasion, le ministère de la Communication a ouvert quatre (04) centres de presse, en sus d'une exposition à la résidence des journalistes pour présenter les réalisations et les développements.

Sur orientation du ministre saoudien de la Communication, des efforts colossaux sont déployés pour garantir une couverture médiatique «inédite» à la hauteur de cet événement mondial qui se tient à la Mecque en présence de 57 chefs d'Etat, a assuré le président du Comité. Soulignant qu'en marge des travaux, plusieurs responsables d'Etat participent à des conférences de presse diffusées en direct en présence des journalistes, des analystes, des chaînes et des agences de presse. M. Al Akran a fait état de l'élaboration d'un programme de visites dédié aux journalistes internationaux à nombre de structures étatiques leur permettant de prendre connaissance du progrès et des réalisations accomplis jusque là. Les visites organisées concerneront le nouveau train des deux lieux saints, l'Aéroport international du Roi Abdelaziz et la ville historique de Djeddah. Rappelant que la Mecque a accueilli depuis le début du mois sacré plus de 7 millions de visiteurs dans le cadre de la Omra, les organisateurs prévoient que le nombre des visiteurs de cette ville bénie atteindra son pic la 27 nuit du Ramadhan.

Dans ce contexte, la province de la Mecque a appelé les résidents et les visiteurs à participer massivement pour la réussite des sommets, coopérer avec les forces de sécurité en choisissant le moment opportun pour effectuer la Omra et éviter les bousculades.

PALESTINE: 21 Palestiniens arrêtés par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie

Vingt-et-un (21) Palestiniens, dont quatre ex-prisonniers, ont été arrêtés mardi par les forces d'occupation israéliennes dans différentes régions de la Cisjordanie, a rapporté l'Agence palestinienne de presse, Wafa.

Parmi eux, huit personnes originaires d'une localité au nord d'El Qods occupée ont été transférées vers un centre d'interrogatoire par les forces d'occupation après avoir fait incursion dans leurs domiciles.

Citant des sources locales, Wafa a fait savoir que d'autres Palestiniens ont également été arrêtés dont un à Salfit lors de l'incursion de la ville, cinq (5) autres à Naplouse, dont trois (3) ex-prisonniers, deux (2) jeunes à Al-Khalil dont un ex-prisonnier, deux (2) à Tulkarem, deux à Jénine, et un à l'est de Qalqilya.

SUISSE/TERRORISME: La police doit se doter de nouveaux instruments

La police suisse doit se doter de nouveaux instruments pour gérer les terroristes potentiels, a estimé le Conseil fédéral, notant que «ces mesures pourront être utilisées si un individu représente une menace mais que les indices ne suffisent pas pour ouvrir une procédure pénale», rapportent mercredi des médias.

Les nouvelles mesures, qui devront permettre de compléter l'arsenal d'instruments adopté ces dernières années par la Suisse pour lutter contre le terrorisme, pourront aussi être ordonnées de manière préventive, après l'exécution de la peine et, dans certaines circonstances, pendant une procédure pénale, précise un communiqué du Conseil fédéral, relayé par des médias. En vertu des nouvelles mesures, «sont par exemple prévues l'obligation de se présenter à un poste de police ou à une



autre autorité à des horaires déterminés, l'interdiction de quitter le territoire couplée à la confiscation du passeport, l'interdiction de contact ainsi que l'interdiction géographique (la personne concernée ne peut entrer dans un périmètre déterminé ni quitter un périmètre déterminé), détaille le texte.

Une assignation à domicile sera également

possible. Elle ne sera toutefois utilisée qu'en dernier recours et nécessitera l'autorisation d'un juge en plus de celle de l'Office fédéral de la police (Fedpol). Une détention en vue du renvoi ou de l'expulsion pourra être ordonnée dans tous les cas où un terroriste potentiel doit être expulsé, indique la même source, ajoutant que le projet instaure pour ce faire un nouveau

motif de détention pour les situations où une personne représente une menace pour la sécurité.

Par ailleurs, un étranger sous le coup d'une expulsion entrée en force qui ne peut être renvoyé dans son pays d'origine ne pourra désormais plus être admis provisoirement.

Il perdra alors la possibilité d'exercer une activité lucrative ou de faire venir sa famille. Il ne pourra plus bénéficier d'une aide d'urgence en lieu et place de l'aide sociale.

Le nouveau dispositif anti-terroriste est «le dernier des trois trains de mesures» que le Conseil fédéral avait annoncées en 2017.

En septembre 2018, le Conseil fédéral a présenté au Parlement le message qui doit permettre de renforcer l'arsenal de droit pénal destiné à combattre le terrorisme.

PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE: Le Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée Peter O'Neill démissionne

Le Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Peter O'Neill a officiellement démissionné mercredi.

Au pouvoir depuis 2011, M. O'Neill a annoncé au Parlement qu'il avait présenté sa lettre de démission au gouverneur général du pays: «Je veux informer cette instance que ce matin à 09H45 j'ai remis (...) ma lettre de démission au gouverneur général de Papouasie-Nouvelle-Guinée afin que nous réglions cette question une bonne fois pour toutes». Il a souligné la politique accomplie durant son mandat, notamment l'organisation en 2018 du sommet de l'Apec, vaste entreprise pour un pays en développement où le pouvoir central est faible. «On a toujours été connus pour les mauvais raissons», a-t-il également regretté. Un vote parlementaire pour lui trouver un successeur est attendu dans les prochains jours. Durant son mandat, M. O'Neill avait été critiqué pour la corruption endémique et le sous-développement chronique qui affligent le pays. Plusieurs ministres avaient démissionné du fait en particulier de leurs réserves sur un contrat gazier à 13 milliards de dollars conclu avec le français Total, l'américain ExxonMobil et Oil Search, détenu pour partie par le gouvernement papouasien.

CLIMAT:

Le SG de l'ONU appelle à "taxer" la pollution pas la population

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé les gouvernements à "taxer" la pollution, pas la population, pour lutter contre le changement climatique, lors d'une réunion sur le climat tenue mardi à Vienne, en Autriche.



«Nous devons taxer la pollution, pas la population, et mettre fin aux subventions aux combustibles fossiles», a déclaré M. Guterres lors de la réunion annuelle de la coalition R20 (Régions de l'action climatique). R20, qui a été fondée en 2011 par l'ancien gouverneur de Californie,

Arnold Schwarzenegger, avec le soutien des Nations unies, est une coalition de gouvernements régionaux, d'entreprises privées, d'organisations non-gouvernement-

tales, d'universités et d'institutions financières qui s'est donnée pour mission d'accélérer la transition vers l'économie verte.

«Nous devons décarboner les infrastructures urbaines, en particulier les transports et les bâtiments, et cesser de construire de nouvelles centrales au charbon qui empoisonnent l'air que nous respirons», a-t-il déclaré. «Nous devons promouvoir une consommation et une production durables et soutenir une

agriculture intelligente qui repose sur des solutions basées sur la nature et non sur des intrants chimiques».

M. Guterres a rappelé que c'est pour cette raison qu'il organise un Sommet sur le climat en septembre prochain à New York. «Je demande aux dirigeants de ne pas venir avec de beaux discours mais de présenter des plans concrets pour promouvoir l'action climatique dont nous avons besoin. Je veux que le monde s'unisse pour limiter

l'élévation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius et pour tenir les promesses de l'Accord de Paris (sur le climat), a-t-il dit.

«L'action climatique au niveau régional est essentielle pour faire face à la crise climatique, non seulement parce que les gouvernements régionaux sont les plus proches des citoyens, mais aussi parce que les régions et les villes sont les principaux moteurs de l'économie mondiale», a-t-il encore souligné.

ALLEMAGNE Berlin repousse à septembre ses décisions sur le climat

Le gouvernement allemand a repoussé hier au mois de septembre ses décisions sur la politique climatique, qui suscitent des divisions en son sein après le score élevé des Verts aux élections européennes, rapportent des médias.

Berlin fixera après l'été les mesures attendues dans chaque secteur, de l'énergie au bâtiment en passant par l'industrie, les transports et l'agriculture, pour une adoption en Conseil des ministres "avant la fin de l'année", a annoncé le porte-parole d'Angela Merkel, Steffen Seibert, dans un communiqué, relayé par les médias.

Le gouvernement se penchera cependant dès "juillet" sur les différents systèmes destinés à "donner un prix au CO2", a précisé M. Seibert, mécanisme préconisé par tous les experts pour inciter ménages et entreprises à réduire leurs émissions.

L'enjeu est de ramener dans les cieux les émissions allemandes de gaz à effet de serre (GES), alors que le pays a déjà renoncé à ses objectifs 2020 et pourrait également manquer ceux de 2030, soit 55% de baisse des émissions par rapport à 1990.

Le chantier le plus important concerne l'énergie, qui doit achever la sortie du nucléaire avant 2022, avant de s'atteler à l'abandon du charbon d'ici 2038.

Les électeurs allemands ont fait des Verts la deuxième force politique du pays dimanche, avec 20,5% des voix, et 46% d'entre eux ont fait de la politique climatique le premier déterminant de leur vote. Le gouvernement d'Angela Merkel est composé des conservateurs et des sociaux-démocrates.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



FPT - Algérie Télécom - Spa
Direction Opérationnelle de M'sila
NIF : 000216299033049
Sous-direction Fonctions Supports
Département Achats et Logistique

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°02/AT/DO M'SILA/SDFS/DAL/2019

Un Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour : TRAVAUX DE REMPLACEMENT, RÉPARATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE URBAIN

ÉLIGIBILITÉ DES CANDIDATS :

La participation au présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, s'adresse uniquement aux entreprises titulaires de registre de commerce comprenant le code d'activité intitulé « construction des réseaux et des centres électriques et téléphoniques ».

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la structure contractante d'Algérie télécom à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle de M'sila
Sous-direction Fonctions Supports
Département Achats et Logistique
Service Achat

Cite administrative, rue chennouf belkacim, m'sila

Contre le paiement, auprès de la banque National Algérie Agence de M'sila, d'un montant de cinq mille dinars algériens (5000.00 DA) non remboursable. Représentant les frais de documentation et de reprogrammation par versement au compte bancaire : Compte en dinars N°00.100.901.0300.000.162/04.

Présentation des offres :

Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant sur chaque enveloppe, la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'appel à la concurrence ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

- Le dossier administratif comprend l'original du dossier administratif.
- L'offre technique comprend l'original du l'offre technique.
- L'offre financière comprend l'original du l'offre financière.

Les Trois (03) enveloppes sus mentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant uniquement les mentions suivantes :

ALGÉRIE TELECOM - SPA
DIRECTION OPÉRATIONNELLES DE M'SILA
ADRESSE : Cite Administrative, Rue Chennouf Belkacim, M'sila
« APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES » N°02/AT/DO M'SILA/SDFS/DAL/2019
« Travaux de travaux de remplacement, réparation et de développement du réseau téléphonique urbain »

« À l'ouverture que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres »

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

ALGÉRIE TELECOM - SPA
DIRECTION OPÉRATIONNELLES DE M'SILA
ADRESSE : CITE ADMINISTRATIVE, RUE CHENNOUF BELKACIM, M'SILA

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours de 08h00 à 14h00 à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 mn à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

وزارة السكن و العمران و المدينة

MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME & DE LA VILLE

مديرية التجهيزات العمومية

ولاية بجاية

DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE BEJAIA

NIF DU MAITRE DE L'OUVRAGE : 09 96 0601 90021 37

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégations du service public, la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Bejaia, informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres national ouvert n°20/2018 du 06 NOVEMBRE 2018 paru aux quotidiens « DKNEWS & EL BASSIR » portant :

CONSTRUCTION D'UN COLLEGE BASE 05 A AKBOU WILAYA DE BEJAIA.

-Qu'à l'issue de l'évaluation des offres du 06 Décembre 2018 les marchés sont attribués provisoirement aux entreprises suivantes :

LOT: N° III VRD AMENAGEMENT EXTERIEURS, MUR DE CLOTURE LOGE GARDIEN GENEE CIVIL
POSTE TRANSFORMATEUR ET TERRAIN COMBINE.

ENTREPRISE : SNC BOUAMANI ET CIE

MONTANT VERIFIE : 49.210.034,30 DA/TTC

DELAI D'EXECUTION : 10 MOIS

NOTE TECHNIQUE : 24,50 /40 POINTS

NIF DU CO-CONTRACTANT : 000906 0100 05960

LOT: N° IV EQUIPEMENT POSTE TRANSFORMATEUR ET ECLAIRAGE EXTERIEUR.

ENTREPRISE : BURL AZELEC

MONTANT VERIFIE : 6.731.235,00 DA/TTC

DELAI D'EXECUTION : 02 MOIS

NOTE TECHNIQUE : 23,00 /40 POINTS

NIF DU CO-CONTRACTANT : 00011 500 441 9286

Les soumissionnaires ont un délai de 10 jours à partir de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux pour formuler leurs éventuel recours, Sont, aussi invités, les soumissionnaires intéressés à se rapprocher des services du maître de l'ouvrage au plus tard 03 jours à compter du premier jour de publication du présent avis à prendre connaissances des résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières.

ARTISANAT

Près de 50 artisans participent à la foire de l'artisanat à Alger

La foire de l'artisanat qui a ouvert ses portes, mardi soir à Alger, a vu la participation de près de 50 artisans venus des quatre coins du pays pour exposer différentes créations mettant en valeur l'authenticité patrimoine algérien.

Organisé avec la participation des Chambres d'artisanat et des métiers (CAM) de plusieurs wilayas du pays, le rendez-vous permet de découvrir, quatre jours durant, les joyeux de l'artisanat algérien confectionnés par des artistes qui ont excellé afin de rendre des produits de qualité et contribuer à la sauvegarde du patrimoine.

Divers produits artisanaux sont exposés, dans le cadre de cette manifestation, dont la poterie, la céramique, la dinanderie, la joaillerie, le textile, la broderie, tenues traditionnelles, cuisine et gâteaux traditionnels. Dans une déclaration à la presse au terme de la cérémonie d'inauguration de l'évènement, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud a indiqué «l'organisation de ce genre d'évènements dans cette période permettra aux citoyens de se préparer à la fête de l'Aïd El-Fitr». «Les produits d'artisanat trouvent leur place dans les différents espaces publics voire même sur les plages lors de la saison estivale avec des prix rai-



sonnables», s'est réjoui le ministre, soulignant l'importance d'organiser ses évènements dans toutes les régions du pays pour donner la chance à tous les artisans pour la promotion et la préservation du patrimoine national.

M. Benmessaoud a mis l'accent, par la même, sur «la promotion du produit traditionnel, sa protection contre la contrefaçon, la facilitation de l'accès à la matière première, le renforcement de la formation pour améliorer la

qualité et l'encouragement de la créativité». Il a appelé également les responsables des structures hôtelières publiques et privées à réserver des espaces pour exposer ces produits et meubler les hôtels avec des produits traditionnels.

Approché par l'APS, le maître dinandier, Saïd Adman de la Casbah a souligné la nécessité de préserver ces œuvres d'arts authentiques transmises de père en fils, ajoutant que malgré la difficulté de la dinan-

derie, ce métier met en valeur l'authenticité et la civilisation du peuple algérien.

Le maître dinandier a appelé les pouvoirs publics, dans ce sens, à «aider les dinandiers en leur dédiant des espaces pour promouvoir, exposer et vendre leurs produits, très convoités par les touristes étrangers». D'autres artisans ont insisté sur la nécessité d'assurer la matière première telles que la pâte pour la céramique et le corail et l'argent pour la joaillerie.

PEINTURE

15 gouaches de Salvador Dali aux enchères début juin en France

Quinze gouaches de Salvador Dali, réalisées entre 1959 et 1976 seront vendues aux enchères en France mardi 4 juin. Ces gouaches sur papier sont estimées de 20.000/30.000 euros jusqu'à 70.000/100.000 euros. Les œuvres de Dali de cette époque sont en pleine réévaluation même si elles n'appartiennent pas à sa période surréaliste (1930/1940), la plus cotée.



Les cartes de vœux ont été dessinées pour un laboratoire pharmaceutique espagnol mais, «au-delà du laboratoire, c'est Dali qui présentait ses vœux», explique Bruno Jaubert, directeur du département Art impressionniste et moderne de la maison d'enchères Artcurial. «Et il ne s'est pas contenté de quelques traits, il s'est montré attaché à ce travail». «Apparemment, il y a mis beaucoup de plaisir, beaucoup de ses inventions, revisitant les arbres de Noël de manière étonnante et aussi

joyeuse sur le thème de la régénérescence. On voit bien que Dali était pleinement à l'aise dans cette commande», ajoute-t-il.

Le laboratoire Hoechst Ibérica avait commandé chaque fin d'année à Dali ces cartes de vœux envoyées à ses clients, qui étaient chaque fois accompagnées d'un texte autographe de l'artiste. Ces œuvres ont été exposées pendant 20 ans à la Fondation Dali à Figueras, dans le nord de l'Espagne. La métamorphose, la chrysalide, Daphné, Don Quichotte, thèmes

récurrents de l'imaginaire de Dali, transforment le traditionnel sapin de Noël dans des couleurs vives et oniriques, soulignant les bienfaits de la nature et des plantes médicinales.

Salvador Dali n'a réalisé que peu de commandes à l'exception de portraits mondains, de décors pour le cinéma ou d'illustrations pour des livres. Cette maison de ventes n'avait pas procédé à une vente significative d'œuvres de Dali depuis la vente en 2003 de la collection Perrot-Moore à Cadoues.

FRANCE

Un hommage à Karl Lagerfeld à Paris le 20 juin

Un hommage à au créateur de mode Karl Lagerfeld, disparu en février, sera organisé le 20 juin à Paris au Grand Palais, ont annoncé mardi les maisons Chanel, Fendi et Karl Lagerfeld. «Cet évènement unique mettra en lumière l'héritage de l'artiste et sa créativité sans précédent qui s'étend bien au-delà de la mode et inclut le design, la photographie, l'édition, l'illustration», soulignent les trois maisons dont il a été le directeur artistique, dans un communiqué.

De nombreuses personnalités venues du monde entier assisteront à cette célébration, selon la même source. «L'homme de la Renaissance» sera célébré à travers «un patchwork de vidéos réalisées tout au long de sa vie, où s'entremêlent plusieurs courtes interviews des nombreuses personnalités qui lui étaient proches» et avec «la contribution d'acteurs, de musiciens et de danseurs dont il admirait le travail» et qui «interpréteront une partie de la mu-

sique et de la littérature qu'il a tant aimées», a expliqué le metteur en scène canadien Robert Carsen chargé de concevoir cet évènement. Le lieu de la cérémonie ne doit rien au hasard: le Grand Palais, transformé tantôt en une plage plus vraie que nature, tantôt en supermarché ou en pas de tir d'une fusée a accueilli nombre de ces défilés spectaculaires de Chanel dont Karl Lagerfeld a fait sa marque de fabrique. Le créateur est décédé le 19 février à 85 ans.



ORAN

Les sources naturelles thermales pour la promotion du tourisme thermal



La direction du tourisme et de l'artisanat d'Oran a lancé, dernièrement, le recensement des sources naturelles thermales pour la promotion du tourisme thermal dans la wilaya, a-t-on appris de cette direction.

Cette opération s'effectue en collaboration avec un service compétent de la direction des ressources en eau pour recenser les sources thermales inexploitées en vue d'élaborer une étude sur les sources que recèle Oran, a souligné le directeur de wilaya du tourisme et de l'artisanat.

Un seul projet de réalisation d'une station thermale se trouve au niveau de la zone d'Aïn Franine dans la daïra de Bir El Djir (est

d'Oran), a indiqué Omar Belkaim Belabbès, notant que la source d'Aïn Franine est ancienne et célèbre chez les Oranais qui le fréquentent dans différentes saisons.

Pour développer le tourisme thermal, l'octroi de la concession d'utilisation des eaux thermales sera sur décision de wilaya en concrétisation au décret exécutif 180/16 du 29 avril 2019 fixant les conditions et modalités d'octroi de concession, d'exploitation et d'exploitation des eaux thermales, selon M. Belabbès, qui a signalé que

l'obtention d'une autorisation d'exploitation se fait après le dépôt du dossier au niveau de la direction du tourisme puis son examen et son aval par une commission

compétente au ministère de tutelle. La même procédure visant la décentralisation des décrets exécutifs paraissant au ministère du Tourisme et de l'Artisanat portant aussi sur des projets de réalisation de centres de traitement thalassothérapie, a souligné le même responsable.

Pour rappel, cinq projets de centres de traitement par les eaux de mer ont été concrétisés au niveau des communes de Mers El Hadjadj, Gdyl, Bir El Djir et Aïn Turck, alors que deux autres sont en exploitation au complexe "Les Andalouses" et au village touristique "New beach" dans la commune d'El Ançor.

Le parcours des finalistes

1/16 de finale :

OMK El-Milia - NC Béjaïa3-1
GS Pétroliers - ES Sétif3-0

1/8 de finale :

OMK El-Milia - JM Batna3-0
MB Béjaïa - GS Pétroliers0-3

1/4 de finale :

NR Medilil - OMK El-Milia 0-3
NRBB Arréridj - GS Pétroliers 2-3

1/2 finales :

GS Pétroliers - ASV Bld3-0
OMK El-Milia - ES Tadjanet3-2.

Les résultats des dix dernières finales

2018 : GS Pétroliers - NRB Bou Arréridj3-1
2017 : NRB Bou Arréridj - OMK El-Milia3-0
2016 : NRB Bou Arréridj - GS Pétroliers3-0
2015 : NRB Bou Arréridj - EF Ain Azel3-0
2014 : NRB Bou Arréridj - MB Béjaïa3-0
2013 : ES Sétif - NRB Bou Arréridj3-1
2012 : NRB Bou Arréridj - MB Béjaïa3-2
2011 : NRB Bou Arréridj - MB Béjaïa3-0
2010 : GS Pétroliers - NRB Bou Arréridj3-1
2009 : NRB Bou Arréridj - MB Béjaïa3-1.

Le palmarès avant la finale GSP-OMK

1965 : Hydra AC 1966 : Hydra AC
1967 : non remise 1968 : Hydra AC
1969 : GCS Alger 1970 : NAA Hussein-Dey
1971 : NAA Hussein-Dey 1972 : NAA Hussein-Dey
1973 : NA Hydra 1974 : NAA Hussein-Dey
1975 : NAA Hussein-Dey 1976 : NAA Hussein-Dey
1977 : NAA Hussein-Dey 1978 : non jouée
1979 : CSDNC Alger 1980 : MA Hussein-Dey
1981 : CSDNC Alger 1982 : CSDNC Alger
1983 : EP Sétif 1984 : MP Alger
1985 : NIAD Alger 1986 : MA Hussein-Dey
1987 : MA Hussein-Dey 1988 : MP Alger
1989 : MP Alger 1990 : MC Alger
1991 : MC Alger 1992 : EC Sidi Moussa
1993 : NA Hussein-Dey 1994 : Olympique Médéa
1995 : MC Alger 1996 : MC Alger
1997 : USM Blida 1998 : SR Annaba
1999 : USM Blida 2000 : OC Alger
2001 : OC Alger 2002 : USM Blida
2003 : MC Alger 2004 : NRB Bou Arréridj
2005 : MC Alger 2006 : MB Béjaïa
2007 : MC Alger 2008 : MB Béjaïa
2009 : NRB Bou Arréridj 2010 : GS Pétroliers
2011 : NRB Bou Arréridj 2012 : NRB Bou Arréridj
2013 : Etoile Sétif 2014 : NRB Bou Arréridj
2015 : NRB Bou Arréridj 2016 : NRB Bou Arréridj
2017 : NRB Bou Arréridj 2018 : GS Pétroliers
2019 :

BASKET-BALL / NATIONALE 1 DAMES :

Le GS Pétroliers et Hussein-Dey Marines en finale

Le GS Pétroliers (tenant) et Hussein-Dey Marines se sont logiquement qualifiés en finale du Championnat d'Algérie de basket-ball, Nationale 1 dames, prévue mercredi à Alger, en dominant les demi-finales du tournoi play-off disputées mardi soir à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger).

Championnes d'Algérie en titre et toujours invaincues depuis deux saisons, les Pétrolières ont obtenu leur qualification sans jouer, puisque l'USA Batna en conflit avec la Fédération algérienne de la discipline (FABB) ne s'est pas déplacée à Alger pour disputer les demi-finales du championnat. Dans une déclaration à l'APS lundi, l'entraîneur de l'USA Batna, Salim Khoumri, a annoncé que son équipe «risquait de ne pas faire le déplacement à Alger», à cause

du changement de dernière minute opéré sur le programme de la deuxième phase du championnat.

«Dans un premier temps, nous avons reçu un courrier de la FABB indiquant que la 2e phase du championnat se déroulerait les 8 et 9 juin avec une formule de mini championnat, avant de recevoir un autre courrier vendredi notifiant l'avancement de la compétition avec une autre formule. A 24 heures des demi-finales, nous sommes toujours à Batna et rien n'est encore sûr quant à notre déplacement à Alger. Une décision sera prise ce soir (lundi) en consultation avec les dirigeants du club», avait-il déclaré.

La FABB a dans un premier temps annoncé que la 2e phase du championnat se déroulerait les 8 et 9 juin avec une formule de mini championnat (3

jours), avant de changer de programme vendredi dernier notifiant l'avancement de la compétition avec une formule à élimination directe (demi-finales, finale).

Dans la deuxième demi-finale la logique a été respectée, les Marines d'Hussein-Dey ont éliminé les basketteuses du MT Sétif (71-47). Pour la 2e année consécutive la finale du Championnat national féminin se jouera entre le GS Pétroliers, détenteur du trophée depuis six saisons, et Hussein-Dey Marines, dans une finale qui s'annonce palpitante.

Résultats des demi-finales :

GS Pétroliers - USA Batna 20-00 (forfait de l'USA Batna)

Hussein-Dey Marines - MT Sétif 71-47

Finale : mercredi à 22h30.

APS

VOLLEY / COUPE D'ALGÉRIE (MESSIEURS):

Finale inédite entre le GS Pétroliers et l'OMK El-Milia

La finale de la 53e édition de la Coupe d'Algérie de volley-ball, messieurs, prévue jeudi (23h00) à la salle omnisports du complexe olympique Mustapha-Tchaker (Blida), mettra aux prises le GS Pétroliers, détenteur du trophée à l'OMK El-Milia, qui tentera de créer la surprise pour s'offrir son premier titre.

Cette finale inédite verra, d'un côté, le GS Pétroliers, spécialiste de l'épreuve avec 12 trophées, tenter de conserver «son bien», et de l'autre, le club d'El-Milia (Jijel) qui dispute la deuxième finale seulement de son histoire.

Si les Pétroliers, qui ont raté pour la deuxième année consécutive le titre de champions lors des play-offs disputés en avril, partent avec les faveurs des pronostics, les volleyeurs d'El-Milia, finalistes malheureux en 2017, sont déterminés à réaliser l'exploit et décrocher le premier titre de l'histoire du club.

Les joueurs du GS Pétroliers, vainqueurs à deux reprises de l'OMK durant cet exercice, abordent cette finale dans la sérénité et l'ambition de sauver la saison en conservant le trophée acquis l'an dernier face au NR Bordj Bou Arréridj (3-1). «Une finale de Coupe d'Algérie est différente par rapport aux confrontations en championnat. Nous connaissons très bien cette équipe d'El-Milia et nous avons axé notre préparation sur comment contourner ses points forts», a déclaré à l'APS le joueur du GS Pétroliers, Ayoub Dekkiche. «C'est le dernier match de la saison, nous allons donner le maximum pour décrocher le trophée et finir l'exercice 2018-2019 en beauté». a-t-il ajouté.

Afin de préparer la finale dans les meilleures conditions, les Pétroliers seront



en mise au vert à partir de mercredi à Blida, a fait savoir le volleyeur du GSP.

De son côté, l'OMK, grande révélation des dernières saisons parmi l'élite, s'apprête à disputer la deuxième finale de son histoire sans aucun complexe après avoir franchi les tours préliminaires avec brio, dont une opposition intense en demi-finales face à l'ES Tadjanet remportée au tie-break après plus de 2h 30 min de jeu. Jeudi, la formation de Jijel comptera sur la fougue de sa jeune garde pour venir à bout du GSP et sa pléiade d'internationaux à l'image des frères Dekkiche, le passeur Hakmi et le libero Saïdi. «La pression sera du côté du GSP, on sera

plus libérés avec nos jeunes dont certains jouent leur première finale mais qui sont hyper motivés. Ca reste une finale qu'on va jouer à fond, ce sera du 50-50», a analysé le volleyeur de l'OMK, Massinissa Azem. Pour ce dernier, l'objectif a été «plus qu'atteint» en arrivant en finale laquelle, selon lui, se jouera sur de petits détails et dont les clés sont «une concentration maximale, la motivation, l'engagement et le respect des consignes du staff technique». Hormis quelques bobos, l'OMK se présentera au grand complet pour continuer à rêver d'un premier trophée venant garnir son palmarès encore vierge.

VOLLEY-BALL/COUPE D'ALGÉRIE DAMES :

Les Pétrolières sacrées sans surprise

Les volleyeuses du GS Pétroliers ont été sacrées de la Coupe d'Algérie 2018-2019, en s'imposant devant leurs homologues du NR Chlef sur le score de 3 sets à 0, à l'issue de la finale disputée dans la soirée de mardi à mercredi à Aïn-Taya (Alger).

Les Pétrolières viennent

une nouvelle fois confirmer leur suprématie en allant chercher ce 12e trophée consécutif et le 29e de leur histoire, terminant ainsi la saison 2018-2019 avec un doublé coupe-championnat.

Le GSP a entamé cette finale avec beaucoup de sérénité et de concentration, mais c'était sans compter sur la détermination des joueuses du NR Chlef, dauphines au classement final du championnat.

Après avoir dominé le championnat d'Algérie où elles ont terminé la compétition en étant imbattables, les Pétrolières ont donc réussi à gagner cette coupe d'Algérie et succéder à elles-mêmes au palmarès de l'épreuve. Mais pour cette 12e consécration consécutive des Pétrolières, la mission de l'entraîneur Yacine Djellouli était beaucoup plus compliquée qu'il ne l'avait pensé avant la finale, en témoigne le résultat des deux derniers sets (26-24 et 28-26), un écart de deux balles seulement qui confirme la qualité de jeu et le niveau technique des deux formations.

Le troisième set a été de plus en plus serré entre les deux meilleures équipes du volley-ball algérien, le moment choisi par les joueuses de l'entraîneur chélien, Salim Achouri pour faire bousculer cette équipe du GSP et revenir ainsi dans la partie pour décrocher au moins un seul set.

Le public présent à la salle d'Aïn-Taya a assisté à un 3e set très disputé qui a vu les Chéliennes revenir dans le score (8-8) avant de prendre l'avantage (15-13) et (24-22),

mais à chaque fois les Pétrolières revenaient dans le score (25-25) et (26-26) et arrivent finalement à sceller le sort du set à leur faveur (28-26). «Je suis très content d'avoir décroché ce trophée après avoir terminé champion d'Algérie. C'était une finale très difficile pour mes joueuses vu l'écart dans le résultat, notamment les deux derniers sets, mais c'est une consécration très méritée grâce aux sacrifices de toutes les parties, technique et administrative. Maintenant, nous allons préparer les championnats d'Afrique et pour quoi pas viser le titre.», a déclaré l'entraîneur du GSP, Yacine Djellouli.

De son côté, la joueuse du GSP, Zohra Bensalem, a déclaré à l'issue de la finale que ½ la finale n'était guère facile devant une équipe chélienne très respectée et qui joue bien au volley-ball, mais les efforts fournis tout au long de la saison nous ont permis de décrocher le doublé.

Pour l'entraîneur du NR Chlef, Salim Achouri, ½ les joueuses manquaient énormément d'expérience par rapport à l'adversaire du jour qui était beaucoup plus coriace avec un banc de touche plus étoffé, contrairement à notre équipe qui a joué avec sept joueuses seulement.

½ Je suis très satisfait des performances réalisées par notre jeune équipe qui termine deuxième du championnat et atteint la finale de la Coupe d'Algérie. Nous allons renforcer l'effectif la saison prochaine pour essayer de rivaliser avec des équipes comme le GSP. «, a-t-il dit.

C'est la deuxième finale

LE PALMARÈS

1967 : NA Hussein-Dey
1968 : NA Hussein-Dey
1969 : NA Hussein-Dey
1970 : NAA Hussein-Dey
1971 : NAA Hussein-déy
1972 : NAA Hussein-déy
1973 : NR Blida
1974 : NAR Skikda
1975 : JSS El-Biar
1976 : EDR Alger
1977 : EDR Alger
1978 : MP Alger
1979 : MP Alger
1980 : MP Alger
1981 : MP Alger
1982 : NADIT Alger
1983 : MP Alger
1984 : MP Alger
1985 : RIJ Alger
1986 : MP Alger
1987 : MP Alger
1988 : MP Alger
1989 : NA Hussein-Dey
1990 : MC Alger
1991 : MC Alger
1992 : MC Alger
1993 : ASW Béjaïa
1994 : ASW Béjaïa
1995 : ASW Béjaïa
1996 : ASW Béjaïa
1997 : MC Alger
1998 : ASW Béjaïa
1999 : ASW Béjaïa
2000 : MC Alger
2001 : MC Alger
2002 : MC Alger
2003 : MC Alger
2004 : NC Béjaïa
2005 : GS Chlef
2006 : NC Béjaïa
2007 : NC Béjaïa
2008 : MC Alger
2009 : GS Pétroliers
2010 : GS Pétroliers
2011 : GS Pétroliers
2012 : GS Pétroliers
2013 : GS Pétroliers
2014 : GS Pétroliers
2015 : GS Pétroliers 2016 : GS Pétroliers
2017 : GS Pétroliers 2018 : GS Pétroliers
2019 : GS Pétroliers.

FOOTBALL: L'USMA reçoit le bouclier de champion d'Algérie 2018-2019

L'USM Alger a reçu le bouclier de champion d'Algérie 2018-2019 de football, dans la nuit de mardi à mercredi lors d'une fête riche en couleurs au stade Omar-Hamadi de Bologhine (Alger).

Prévue mardi dernier à l'occasion de la réception du MC Oran pour le compte de la 29e et avant-dernière journée, les Usmistes, accrochés (1-1), ont alors dû reporter d'une semaine pile-poil leur fête.

Le temps de ramener les trois points de la victoire de Constantine dimanche sur le terrain du CSC (3-1), pour donner le coup d'envoi des festivités de leur huitième titre de champions d'Algérie.

Le stade Omar-Hamadi était plein à craquer pour célébrer comme il se doit ses champions, lesquels sont entrés sur le terrain vers les coups de minuit, vêtus d'un maillot rouge et noir, couleurs du club, floqué à son devant d'un «We are the champions 2018/2019» avec le chiffre 8 juste au milieu.

La sortie des Koudri, Meziane, Ibara et autres Zemmamouche et Meffah du tunnel des vestiaires a mis le feu dans les tribunes, lesquelles ont ensuite carrément explosé quand le bouclier de champion leur a été remis, en l'absence des présidents de la Fédération algérienne de football (FAF) et de la Ligue de football professionnel (LFP), respectivement Kheïreddine Zetchi et Abdelkrim Medour.

Chants à la gloire du club, fumi-gènes et autres feux d'artifice s'en sont suivis, au grand bonheur des



joueurs et supporters qui n'ont pas manqué l'occasion d'immortaliser ces moments de joie avec des selfies.

«Il n'y a pas de mot pour dire combien cette fête est belle», a résumé le nouveau président du Conseil d'administration de l'USMA, Boualem Chendri, qui a remplacé récemment Ali Haddad, en proie à des déboires avec la justice. De son côté, l'attaquant Abderrahmane Meziane, l'un des artificiers de ce sacre, a estimé que

le titre «était celui des supporters», relevant que le match face au CSC était le dernier sous le maillot usmiste, lui qui est convoité par des clubs du Golfe. La fête ne fait que commencer dans les fiefs usmistes, de Soustara, à la Casbah, en passant par Bab El-Oued et Zghara, décidés plus que jamais à célébrer comme il se doit cette huitième étoile.

Les prochaines soirées de cette fin de Ramadhan s'annoncent des plus chaudes.

COUPE D'ALGÉRIE DE FOOTBALL / CRB - JSMB : Le coup d'envoi de la finale le 8 juin à 17h00 (FAF)



Le coup d'envoi de la finale de la Coupe d'Algérie 2018-2019 entre le CR Belouizdad et la JSM Béjaïa, prévue le 8 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida sera donné à 17h00, a annoncé mardi la Fédération algérienne de football (FAF) sur sa page officielle Facebook.

Le CRB s'est qualifié en finale aux dépens du CS Constantine (aller : 0-1, retour : 2-0 a.p.).

De son côté, la JSMB avait éliminé l'ES Sétif à la faveur de sa victoire à l'extérieur en demi-finale aller (2-1). Lors de la seconde manche, l'Entente s'était imposée à Béjaïa (1-0).

Le CRB, qui compte 7 trophées à son palmarès, espère rejoindre en tête le MC Alger, l'ES Sétif et l'USM Alger avec 8 coupes chacun.

La JSMB n'a gagné qu'un seul trophée en 2008.

LIGUE 1 DE FOOTBALL: Sanctions : Un match à huis clos pour l'USMA



L'USM Alger, sacrée championne d'Algérie 2018-2019, a écopé d'un match à huis clos pour «pour utilisation de fumigènes et jet de projectiles (3e infraction)», a annoncé mardi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Outre cette sanction, le club algérois devra s'acquitter d'une amende de 200.000 dinars, précise la même source.

L'USMA jouera donc son premier match à domicile lors de la prochaine saison 2019-2020 sans la présence de son public.

Par ailleurs, l'attaquant de l'ES Sétif Hamza Banouh et le milieu de terrain du MO Béjaïa Aibout Sofiane ont écopé chacun de 3 matchs, dont un avec sursis, pour «voies de faits», plus une amende de 30.000 dinars.

Le vice-président de l'Olympique Médéa, relégué en Ligue 2, Darnardji Kamel a écopé d'un an de suspension, dont six mois avec sursis, de toute fonction ou activité en relation avec le football pour «violation de l'obligation de réserve, outrage et atteinte à la dignité et à l'honneur d'un membre de la ligue», à compter du 23 mai 2019.

La même sanction a été infligée au secrétaire général du WA Tlemcen (Ligue 2) Berrahal Youcef pour le même motif.

Enfin, en matière de dopage, le défenseur de l'US Biskra, promu en Ligue 1, Sioued Mohamed Assil, a été suspendu pour une période de six mois, dont trois avec sursis à compter du 27 mai 2019, pour consommation «de produits interdits le jour de la rencontre contre le MC El Eulma le 10 avril 2019. Il a toutefois convaincu la commission qu'il n'avait pas l'intention de tricher en vue d'améliorer ses performances sportives mais il a fait preuve de négligence sportive en prenant un médicament figurant sur la liste des produits dopants», explique la LFP.

APS

CORRUPTION DANS LE FOOTBALL: «Les déclarations de Mellal sont punies par le code pénal algérien» (AAACS)

Le président de l'Académie algérienne de lutte contre la corruption dans le sport (AAACS), Ahmed Benamar, a indiqué que le code pénal algérien punissait les déclarations semblables à celles du président de la JS Kabylie, Chérif Mellal, dans lesquelles il reconnaissait avoir encouragé le CS Constantine financièrement pour battre l'USM Alger.

Durant la conférence de presse organisée dans la nuit de dimanche à lundi, à l'issue du match JS Kabylie - CABB Arréridj (2-0), le patron de la JSK a jeté un pavé dans la mare, en réaction au succès remporté par son concurrent direct l'USM Alger à Constantine face au CSC (3-1), synonyme d'un 8e titre de champion pour les «Rouge et Noir».

«J'accuse le CSC de ne pas avoir respecté l'éthique sportive.

Je dois dire la vérité devant tout le peuple algérien : la direction constantinoise nous a contactés pour une prime de motivation afin de battre l'USMA.

Au début, j'étais contre cette idée, mais j'ai fini par accepter en leur proposant 20 millions de centimes pour chaque joueur, ce n'est pas de la corruption, ça se fait ailleurs.

Le discours du CSC a changé ensuite pour exiger la somme de 2,5 milliards de centimes, chose que j'ai refusée.

La suite vous la connaissez», a-t-il déclaré. Si de tels agissements sont tolérés dans plusieurs pays, dont l'Espagne et l'Italie, le président de l'AAACS parle d'une déclaration «grave» et «irresponsable» qui est condamnable par le code pénal algérien.

«Ce responsable devait notifier sa déclaration par écrit à qui de droit.

C'est irresponsable de sa part et je pense que les lois qui régissent le sport dans le monde et en Algérie, surtout la Charte olympique, ne permettent pas ce genre d'aveux et le punissent avec fermeté», a déclaré à l'APS, M. Benamar dont l'Académie a vu le jour, officiellement, la semaine dernière après trois ans d'attente.

Selon l'article 119 du règlement du championnat professionnel concernant «l'influence, l'arrangement et la pression», «toute prime offerte par une personne étrangère au club concerné est assimilée à une tentative d'influence sur le résultat du match, quel que soit le moyen utilisé. La personne impliquée et son équipe feront l'objet de

mesures disciplinaires mentionnées dans le code pénal».

«Les auteurs doivent rendre des comptes» Appelé à donner plus de détails sur le traitement de ce dossier et à y apporter des éclaircissements, Ahmed Benamar a refusé de trop s'aventurer pour le moment.

«On est en train d'étudier les différentes lois régissant le sport algérien, dont le football, et en même temps les textes de loi, arrêtés, ordonnances et Constitution.

A l'heure actuelle, on ne peut pas se prononcer plus que cela, on va se donner le temps qu'il faut», a-t-il préféré.

Dans le code pénal 2015 (article 81), toute tentative sur le résultat d'un match expose la personne impliquée à une condamnation ferme de 2 ans de prison et une amende de un (1) million de dinars à son club.

Plusieurs autres dossiers de corruption sont sur la table de l'Académie, dont les déclarations du président de l'USM Annaba (Ligue 2), Abdelbasset Zaïm, dans lesquelles il a avoué, sur le plateau d'une télévision privée, avoir déboursé 7 milliards de centimes lors de la saison 2017-2018 pour l'achat de matchs,

permettant à son équipe d'accéder de la Division nationale amateur (DNA) à la Ligue 2.

«Ce genre de pratiques sont inadmissibles et les auteurs doivent rendre des comptes et être condamnés sévèrement, car elles portent atteinte non seulement au sport algérien, mais à tout un pays», a regretté M. Benamar. Il est à rappeler que l'Académie algérienne de lutte contre la corruption dans le domaine du sport est composée de neuf membres, exerçant des fonctions ayant un rapport direct avec leur activité, puisqu'il s'agit pour la plupart de juristes, disposant de connaissances dans le domaine du sport.

«Nous espérons faire respecter les valeurs de la Charte olympique, notamment en ce qui concerne l'esprit de compétition, qui en aucun cas ne doit sortir du cadre légal. Notre but est de servir le sport national, à travers la mise en place d'un système de gestion moderne, basé sur la science et le professionnalisme, et parvenir à laver le domaine sportif des actes immoraux qui ont terni son image sur les plans national et international», a-t-il conclu.

FOOT/ LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (FINALE/ ALLER) WAC - EST 1-1 :

L'arbitre égyptien Grisha suspendu pour «performance faible»

L'arbitre égyptien Gehad Grisha a été suspendu en raison d'une «performance faible», en finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique entre le WA Casablanca et l'ES Tunis (1-1) vendredi, a annoncé mardi la Confédération africaine de football (CAF). Arbitre international depuis 2008 et retenu pour le dernier mondial 2018 en Russie, Grisha (43 ans) a été suspendu pour une période de six mois. Il avait été critiqué après le match par la Fédération marocaine de football (FRMF) dans une lettre à la CAF.

Dans les arrêts de jeu avant la pause, un but d'Ayoub El-Amloud avait été annulé par Grisha pour une faute de main d'Ismail Haddad, après un recours à l'assistance vidéo (VAR) «Sur cette décision aberrante, il n'y a aucun critère pour annuler ce but», avait critiqué la fédération marocaine, estimant que «le ballon ne touche pas directement le main ou le bras».

Après la reprise, un penalty avait ensuite été refusé au WAC. La VAR ayant établi qu'un ballon litigieux avait touché l'épaule d'un défenseur de l'Espérance, et non sa main. Pour la FRMF, le geste du défenseur est «délibéré» pour «tenter de stopper le ballon». Ce match nul conforte les Tunisiens, tenants du titre, dans leurs espoirs de rejoindre le TP Mazembe de RD Congo, l'Enyimba du Nigeria et l'Al Ahly d'Égypte au palmarès des clubs ayant remporté deux fois d'affilée cette épreuve. Le finale (retour) se jouera vendredi prochain au stade olympique de Radès (22h00).

FOOTBALL / FIFA: Blatter va porter plainte contre Infantino



L'ancien président de la Fédération internationale de football (Fifa) Sepp Blatter a annoncé hier son intention de déposer plainte contre son successeur Gianni Infantino et la Fifa «avant la fin du mois».

«Nous avons une grande réunion (mercredi après-midi, ndlr) avec mes avocats pour présenter la plainte qui va être déposée avant la fin du mois à Zurich», visant Gianni Infantino et la Fifa, a déclaré Blatter dans un entretien à l'agence AFP.

Expliquant les raisons de cette action judiciaire, Blatter (83 ans) a souligné que «c'est compliqué car cela relève du civil et du pénal (...) La plainte numéro 1, c'est le tort moral qui m'a été fait par la Fifa, en publiant des chiffres qui ne correspondent pas à ce que j'ai reçu».

La Fifa ne l'a jamais corrigé, malgré les demandes de mes avocats, notamment sur le bonus de la Coupe du monde 2014 (au Brésil) que je n'ai jamais reçu», a expliqué Blatter, contraint à la démission en 2015 à la suite du plus gros scandale de corruption de l'histoire de l'instance, sans suspendu. Blatter conteste les allégations selon lesquelles, à la suite du Mondial-2014 il aurait reçu un bonus de 12 millions de francs suisses (environ 10,5 millions d'euros).

«Je veux qu'on reconnaisse qu'on m'a fait du mal à moi et à ma famille, c'est une question d'honneur», a conclu Blatter à une semaine du congrès de la Fifa à Paris le 5 juin où son successeur Gianni Infantino, seul candidat, doit être réélu pour une deuxième mandat.

NIGERIA:

Le procès de 5 responsables du football nigérian pour corruption ajourné

Cinq importants responsables du football nigérian, accusés d'avoir détourné des millions de dollars destinés au développement du sport dans leur pays, ne se sont pas présentés à leur procès, qui devait s'ouvrir mardi et qui a dû être ajourné.

Le juge Ifeoma Ojukwu a ordonné aux accusés de se présenter en personne devant la Haute Cour de justice d'Abuja et a ajourné la séance au 1er juillet. Le président de la Fédération de Football du Nigeria (NFF), Amaju Pinnick, ainsi que quatre autres coaccusés, les vice-présidents de la NFF, Seyi Akinwunmi et Shehu Dikko, ainsi que le secrétaire général, Mohammed Sanusi, et le membre du comité exécutif, Ahmed Yusuf, font face à 17 chefs d'accusation pour des malversations financières. Parmi les accusations, figure notamment la non-déclaration de leurs avoirs, mais aussi le détournement présumé de 8,4 millions de dollars (environ 7,5 M EUR), payés par la FIFA au Nigeria pour sa participation à la Coupe du Monde de football au Brésil.

Les responsables de la NFF sont également accusés d'avoir volé de l'argent par différents stratagèmes, notamment l'organisation de faux matches amicaux internationaux ou en versant des sommes d'argent injustifiées à des soi-disant agents de joueurs. «Nous attendons que les



accusés, que la défense comparaisse devant le tribunal pour plaider leur cause», a déclaré le procureur, Celsius Ukpong, chargé du comité spécial d'enquête présidentielle en charge recouvrer les biens publics.

Tous, par la voix de leurs avocats, ont démenti ces accusations, les qualifiant de «frivoles et sans fondement». Le président Muhammadu Buhari, qui commen-

cera officiellement son second mandat mercredi, a été réélu sur la promesse de poursuivre des personnalités haut-placées qui ont volé «des sommes d'argent astronomiques», selon lui.

Une enquête a été ouverte après que la FIFA a suspendu toutes ces subventions vers la fédération nigériane, depuis 2015, celle-ci refusant de présenter ses comptes.

ITALIE:

Maldini nouveau directeur technique du Milan AC

Le Milan AC a nommé son ancien défenseur, Paolo Maldini, au poste de directeur technique du club, au lendemain de la démission de son prédécesseur, le Brésilien Leonardo, a annoncé mercredi le directeur général du club, Ivan Gazidis.

«J'ai une immense admiration pour Maldini et c'est pour cela que j'ai tout de suite pensé à lui après le départ de Leonardo», a assuré Gazidis dans une interview au quotidien Gazzetta Dello Sport.

«Il représente les valeurs et la culture du club», poursuit le dirigeant milanais, persuadé que Maldini est «idéal pour diriger le domaine technique».

Gazidis s'est dit convaincu qu'avec l'ancien latéral gauche des Rouge



et Noir, aujourd'hui âgé de 50 ans, il pourra «ramener le Milan au top niveau».

Comme joueur, Maldini a remporté 7 fois la Serie A et 5 fois la Ligue des champions avec le Milan AC, et il est revenu au club l'automne dernier, comme Directeur de la stratégie sportive et du développe-

ment. Selon Gazidis, Maldini «a demandé un temps de réflexion pour savoir s'il a l'énergie pour recommencer avec ce projet ardu, qui requiert son engagement sans réserve et auquel il doit adhérer à 100%». Maldini aurait également un rôle dans le choix pour le poste d'en-

traîneur, vacant après le départ annoncé mardi de Gennaro Gattuso, autre figure emblématique du club qui dirigeait l'équipe depuis 2017.

«Le choix de l'entraîneur, j'espère avec l'aide de Maldini, sera fait calmement, en étudiant chaque détail : histoire, caractère, profil, résultats, statistiques».

On ne veut commettre aucun impair».

Leonardo a quitté ses fonctions de directeur sportif mardi, et Gattuso a renoncé au poste d'entraîneur, au rythme de rumeurs de compressions financières chez le septuple champion d'Europe.

L'AC Milan a terminé l'exercice 2018-2019 à la 5e place, laissant pour un point à son rival intéressé le dernier billet pour la Ligue des champions.

TRANSFERT:

Meziane vers le club émirati d'Al-Jazeera



L'ailier international algérien de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) Abderrahmane Meziane, qui a annoncé son départ, devrait s'engager avec le club émirati d'Al-Jazeera, croit savoir mardi soir la chaîne privée Dzair TV.

«Le moment est venu pour moi de quitter l'USMA après 8 ans à défendre les couleurs de ce club. Le match face au CSC était mon dernier avec l'équipe. Je souhaite tout le succès à l'USMA dans les prochaines échéances», a affirmé Meziane à la même source.

Meziane (25 ans) s'exprimait en marge de la cérémonie de la remise

du bouclier du titre de champion 2018-2019, qui s'est déroulée au stade Omar-Hamadi, marquée par une mauvaise organisation. Le natif de Médéa, en fin de contrat avec le club de Soustara, devait quitter l'USMA lors du dernier mercato d'hiver pour s'engager avec un club du Koweït, avant que la transaction n'échoue.

Le joueur compte deux convocations en équipe nationale depuis l'arrivée de Djamel Belmadi à la barre technique : en amical face au Qatar à Doha (1-0) et devant le Togo à Lomé (4-1), en qualifications de la CAN-2019.

14^{ÈME} SOMMET ISLAMIQUE Les ministres des AE de l'OCI tiennent leur réunion préparatoire

Les ministres des Affaires étrangères (AE) des pays de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) tiennent mercredi leur réunion préparatoire de la 14^{ème} session de la Conférence de l'OCI, prévue le 31 mai en Arabie saoudite, sous le thème "Main dans la main vers l'avenir". Les ministres des AE de l'OCI, qui regroupent 57 Etats, soumettront pour adoption le projet de Déclaration finale. Ce Sommet qui coïncide avec le 50^{ème} anniversaire de la création de l'OCI, débattira de nombreuses questions et défis auxquels le monde musulman est confronté en vue de cristalliser une position commune. Parmi les questions les plus importantes qui seront traitées lors de ce Sommet, la question palestinienne, les déplacés et le statut juridique de la Ville sainte El Qods. Il sera également question de la situation prévalant en Syrie, au Yémen, en Libye, au Soudan, en Somalie et en Afghanistan outre les derniers développements relatifs au lancement de roquets par le groupe houthi "Ansar Allah" vers des territoires de l'Arabie Saoudite. Les participants à ce Sommet aborderont également les questions des minorités musulmanes, l'islamophobie et d'autres questions politiques, économiques, culturelles et sociales intéressant l'OCI. Parallèlement au Sommet islamique, la Mecque abritera, à partir de jeudi, deux autres sommets (Golfes et arabe) dans une tentative de dégager une position arabe et islamique commune à l'égard de nombreuses questions, en tête desquelles les tensions dans la région du Golfe suite aux actes d'agression ayant ciblé des navires dans les eaux territoriales des Emirats arabes unis (EAU), et de sabotage de deux stations de pompage en Arabie Saoudite, ainsi que la question palestinienne et la crise au Yémen. La tenue de trois Sommets simultanément à La Mecque intervient dans le cadre d'un accord arabe pour le traitement des développements de la situation dans la région du Golfe, à travers l'examen du dossier iranien et la cause palestinienne au Sommet extraordinaire de la Ligue arabe, la crise yéménite au Sommet extraordinaire du Conseil de coopération de Golfe (CCG), et les situations et les événements en cours dans le monde islamique en vue de cristalliser une position commune.

PRÉSIDENTENCE Plusieurs ambassadeurs présentent leurs lettres de créance au chef de l'Etat

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah a reçu hier au siège de la Présidence de la République, à Alger, plusieurs ambassadeurs qui lui ont présenté leurs lettres de créance.

L'ambassadeur américain en Algérie John P. Desrocher a indiqué dans une déclaration à la presse, au terme de cette audience, que les deux pays avaient des intérêts communs soutenant qu'il aspirait à «travailler avec les Algériens pour le renforcement des relations entre nos gouvernements et nos peuples».

Pour sa part, l'ambassadrice du Canada, Mme Patricia McCullagh a relevé qu'elle avait échangé avec M. Bensalah sur les relations bilatérales qu'elle a qualifiées d'«excellentes» entre les deux pays, ajoutant qu'ils étaient des «partenaires clés et des amis très proches».

«J'ai souligné qu'on a de très bonnes relations dans le domaine économique et commercial et quelque 100.000 algériens établis au Canada», s'est-elle réjouie, ajoutant avoir saisi cette occasion pour féliciter «le peuple algérien et les autorités pour le bon déroulement du mouvement social dans cette période historique».

Elle a relevé que le Canada suivait de «très près» ce qui se passait en Algérie et exprimé son souhait «d'un avenir prospère et démocratique». De son côté, l'ambassadrice de Cuba en Algérie, Mme Clara Margarita Pulido Escandell, a indiqué que les deux pays entretenaient une relation «très étroite, très profonde et très historique» ajoutant que «nous sommes ici pour continuer à travailler pour maintenir et renforcer cette relation».

L'ambassadeur du Portugal a relevé, quant à lui, que les relations entre les deux pays étaient «assez fortes» et partageaient une «vraie amitié», soulignant que ces relations s'élargissaient à une «quantité de domaines qui ne font que s'agrandir». Pour sa part, l'ambassadeur de l'Ouganda en Algérie, Jhon Chrysostom Alintuma



Nsambu a indiqué avoir évoqué avec M. Bensalah le soutien de l'Algérie à son pays, et aussi «la période de transition que connaît l'Algérie pour bâtir un avenir meilleur».

Il a également salué le soutien de l'Algérie dans le domaine économique, l'octroi de bourses d'études aux étudiants ougandais (au nombre de 600) ainsi que dans le volet sécuritaire à travers la formation des éléments de la police ougandaise.

De son côté, l'ambassadeur de la Russie en Algérie, Igor Beliaev a indiqué que cette audience était l'occasion de passer en revue les relations bilatérales, exprimant sa satisfaction du niveau des relations traditionnelles d'amitié entre les deux pays.

«Je ne ménagerai aucun effort pour renforcer davantage les relations bilatérales dans divers domaines notamment politique, économique, culturel et d'investissement, a-t-il souligné. L'ambassadrice du Danemark, Mme Julie Pruzan-Jorgensen, a exprimé, quant à elle sa satisfaction du renforcement «considérable» des relations bilatérales «en si peu de temps» entre les deux pays, soulignant qu'ils avaient

toujours des relations «très bonnes et amicales», avec la signature de plusieurs accords.

L'ambassadeur de l'Etat des Emirats arabes unis, Youcef Saïf Khamis Subaa Al-Ali, a indiqué que les relations entre les deux pays étaient de «haut niveau» et «nous travaillons pour leur développement encore davantage». Il a ajouté que son pays était le «premier investisseur» en Algérie à hauteur de 10 milliards de dollar, ajoutant que «nous œuvrons à davantage de développement en ce qu'il y a de meilleur notamment dans le volet touristique, de l'agriculture et de transport».

L'ambassadeur de Tunisie, Naceur Essid a indiqué avoir présenté un exposé sur les relations bilatérales, ajoutant que les deux pays avaient des relations «historiques, stratégiques et distinguées».

Il a ajouté avoir transmis les salutations du président tunisien, Béji Caid Essebsi à M. Bensalah et évoqué les prochains agendas entre les deux pays notamment la tenue de la commission mixte algéro-tunisienne. L'ambassadeur du Chili, Carlos Olguin a indiqué quant à lui, avoir évoqué les relations de «longue date» entre les deux pays.

ALGÉRIE-BULGARIE Benmessaoud aujourd'hui en Bulgarie à une conférence sur l'investissement dans le tourisme durable

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, prendra part, jeudi en Bulgarie, à la conférence sur l'investissement dans le tourisme durable, a indiqué mercredi un communiqué du ministre.

Organisée par le ministère bulgare du Tourisme et le Conseil consultatif de la Conférence internationale sur l'investissement touristique, cette conférence qui s'étalera sur deux jours, vise à «encourager les débats mondiaux autour du thème de l'investissement dans le tourisme durable, à asseoir les passerelles de coopération et à créer de nouvelles opportunités pour les différents acteurs et innovateurs dans le domaine des affaires», a noté le communiqué.

Outre le renforcement des capacités techniques et l'échange d'expériences en matière de nouveaux mécanismes relatifs au financement des projets au sein d'une économie partagée et durable, cette conférence permettra, également, de «mettre en place une plateforme spécifique à l'investissement touristique en présence des décideurs dans le domaine du tourisme, notamment des ministres, des porteurs de projets et des investisseurs», a ajouté la source.

Cette conférence «sera une opportunité pour le ministre du Tourisme pour examiner les moyens de renforcement et de développement des relations algéro-bulgares, ainsi qu'avec les autres pays qui participent à cet événement international», conclut le communiqué.

MILA : Un mort et trois blessés dans un accident de la circulation à Oued Athmania

Une personne a perdu la vie et trois (3) autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dans la commune d'Oued Athmania (Mila) lors d'une violente collision entre deux véhicules sur un tronçon de la route nationale RN5, a-t-on appris hier des services de la Protection civile. L'accident qui s'est produit mercredi après-midi, a fait quatre (4) victimes âgées entre 24 et 50 ans, dont une a rendu l'âme sur place et trois ont été blessées, a expliqué la même source, notant que les blessés ont été transférés par les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la commune d'Oued au service des urgences de l'hôpital de cette collectivité locale. De leur côté, les services de sur-reté territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

SELON LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE Vers une amélioration "progressive" et "significative" de la disponibilité des médicaments

Une amélioration «progressive et significative» de la disponibilité des médicaments est attendue pour le deuxième semestre pour l'exercice 2019, indique mercredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. «Au deuxième semestre, il est attendu une amélioration de la disponibilité des médicaments qui sera

progressive et significative», note le ministère dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion de la cellule de veille et de suivi de la disponibilité des médicaments, regroupant les représentants du ministère et ses partenaires. Cette réunion a porté sur l'évaluation de la liste des produits déclarés sous tensions ou en ruptures au niveau

des officines de pharmacie". Il a rappelé, à ce propos, qu'une «réduction sensible du nombre de produits en rupture suite à une progression du taux de réalisation des programmes de fabrication et des programmes d'importation accordés en décembre 2018 pour l'exercice 2019 et selon les plans d'approvisionnement transmis par les opéra-

teurs». Le ministère relève que la cellule de veille «poursuivra sa mission régulière et périodique d'évaluation de la situation jusqu'à atteindre l'objectif de la disponibilité constante et pérenne des produits en question et de garantir la reconstitution des stocks de sécurité», précisant que «le cas échéant, les mesures appropriées seront prises

pour le renforcement de la disponibilité». Cette cellule de veille regroupe les représentants du ministère et ses partenaires, entre importateurs, producteurs, distributeurs, représentants du syndicat national des pharmaciens d'officine, représentants du conseil de l'ordre des pharmaciens et le syndicat algérien de l'industrie pharmaceutique.